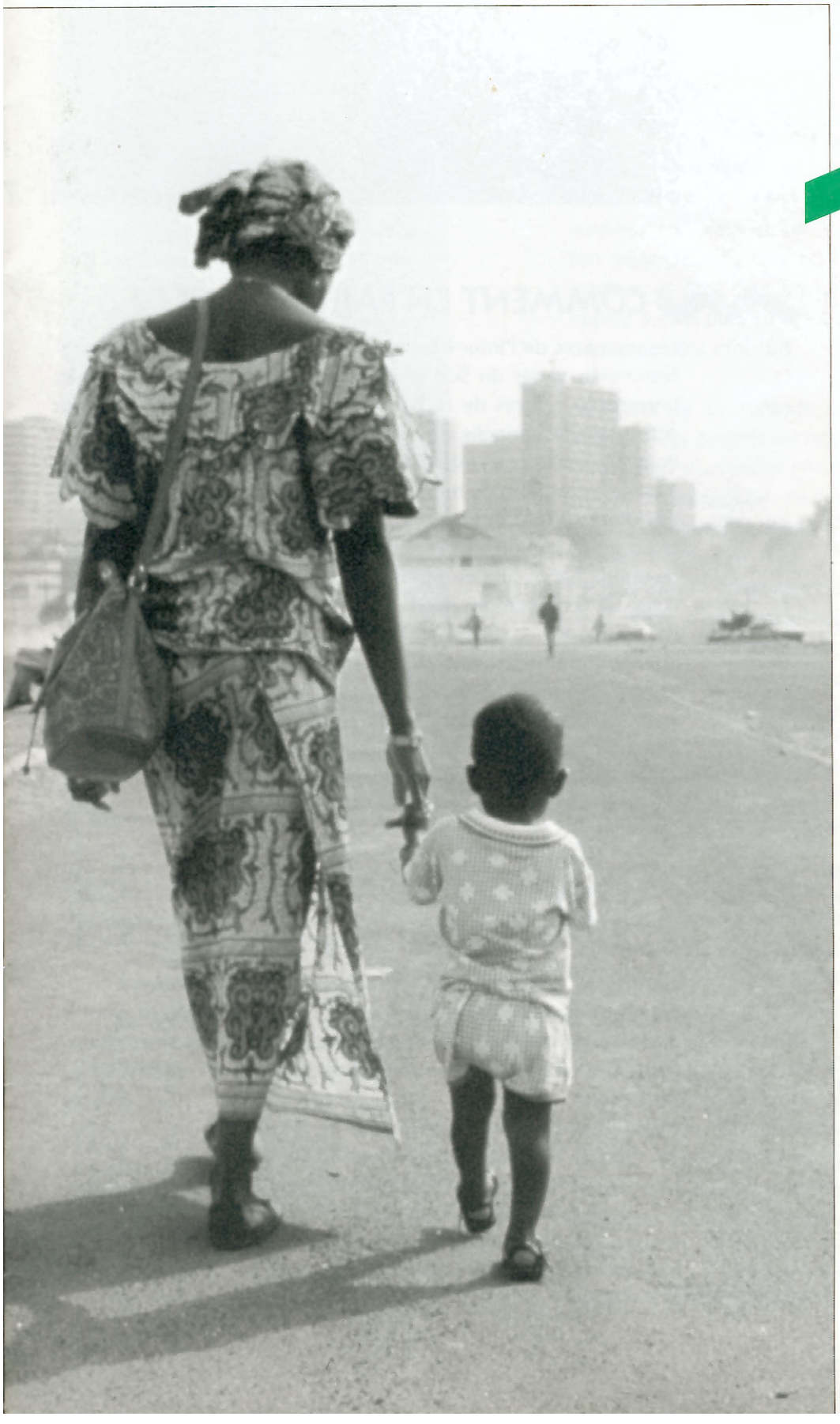
GRAIN DE SEL

Bulletin trimestriel de l'Inter-Réseaux • Développement rural

5

MARS 1997



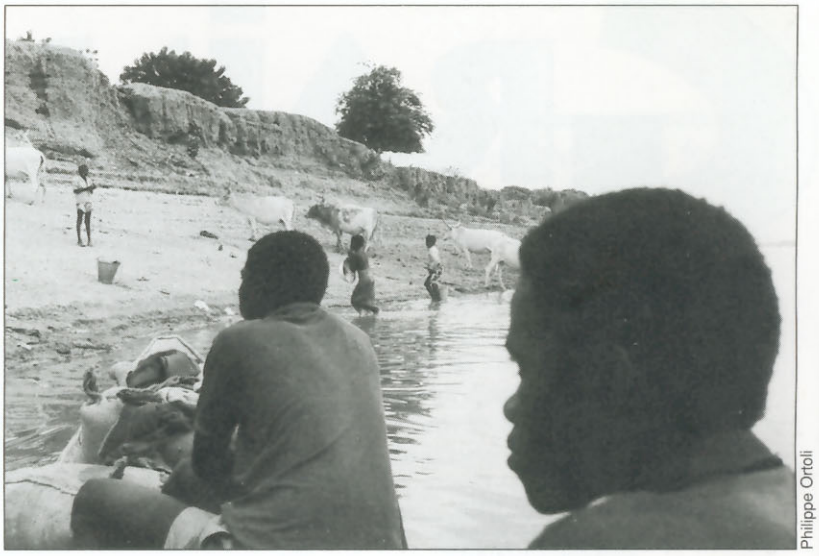
Légumes d'Afrique pour l'Europe

Riz du pauvre, le fonio revient

INTER-RÉSEAUX Sur le terrain du Sud

LE MICRO-CRÉDIT DANS LA COUR DES GRANDS

L'INTER-RÉSEAUX
UN LIEU D'ÉCHANGES, UNE BANQUE D'IDÉES


Philippe Ortoli

L'Inter-Réseaux est spécialisé dans le développement rural des pays du Sud. C'est un lieu d'échanges, une banque d'idées, alimentée par ses 5000 membres disséminés aux quatre coins de la terre (dont les deux tiers en Afrique). Son rôle ? Favoriser la collecte et la circulation des informations, des expériences, des initiatives venant des organisations paysannes et, plus largement, des populations rurales des pays du Sud. Il est soutenu par le ministère français de la Coopération. Ce n'est ni un bailleur de fonds, ni un bureau d'études, ni une ONG.

Née d'un regroupement de trois réseaux – d'où son nom barbare ! – l'Inter-Réseaux a l'ambition d'enrichir et de renouveler la réflexion et les pratiques de la coopération Nord-Sud dans le domaine du développement rural des pays de l'hémisphère Sud.
Pour ce faire, l'Inter-Réseaux multiplie les lieux de débats entre tous ceux qui sont partie prenante de ce développement rural : en organisant des réunions dans différents pays, des rencontres entre membres de régions voisines, en animant des groupes d'études, en publiant les dossiers réalisés à partir de leurs travaux. Il réalise des annuaires de ses membres (annuaire général et par pays). Enfin, il édite *Grain de sel*, bulletin trimestriel qui se veut un espace de dialogue et d'échanges entre les membres de l'Inter-Réseaux. Il est envoyé sur abonnement aux membres de l'hémisphère Nord.

COMMENT EN FAIRE PARTIE ?

Les membres de l'Inter-Réseaux appartiennent à des milieux professionnels variés du Sud et du Nord : organisations paysannes, universités, centres de recherche, ONG, bureaux d'études... Leur activité professionnelle concerne le développement agricole.
Pour faire partie de l'Inter-Réseaux, il suffit d'en faire la demande à son secrétariat et de remplir la fiche d'identification qui vous est retournée. Il faut aussi participer aux activités de l'Inter-Réseaux, selon ses disponibilités, en apportant son « grain de sel » : envoi de témoignages sur des expériences de développement rural, d'articles, de contributions personnelles ou collectives, participation à des réunions... L'adhésion à l'Inter-Réseaux se fait à titre individuel pour permettre une plus grande liberté d'expression.
Les grandes orientations de l'Inter-Réseaux sont définies par une assemblée de 40 membres appelée comité technique qui se réunit deux fois par an. Leur mise en œuvre est assurée par un bureau ayant à sa tête un président. Un secrétariat exécutif, basé à Paris, assure la coordination des activités.

LES GROUPES DE TRAVAIL : QUI FAIT QUOI ?

Les groupes de travail ont pour objectif de faire le point sur une question importante et controversée du développement rural et d'en dégager les grands enjeux politiques, économiques et sociaux. Six groupes de travail ont été constitués pour travailler en 1997 sur six thèmes :

- Les outils et méthodes de gestion
- La décentralisation et le développement local
- L'aide publique au développement agricole
- La reconquête des marchés vivriers
- La gestion paysanne des grands espaces irrigués
- L'appui aux organisations de producteurs.

SOMMAIRE

NORD-SUD

4 **Le Sommet de Washington sur le micro-crédit**
7 **Opinion : Concevoir autrement les projets de développement rural**

SUR LE TERRAIN

8 **Les légumes africains en Europe**
10 **Fonio : renaissance d'une céréale oubliée**
12 **Soumbalako : La fin de l'autarcie**
13 **Entretien : Les blocages d'une organisation paysanne**

INFOS DU RÉSEAU

14 **Sur le terrain du Sud**
16 **Groupes de travail**
20 **Boîte aux lettres**

21 PUBLICATIONS

22 AGENDA

23 ZOOM

24 KIOSQUE

Photo de couverture : Michel Dukhan, ORSTOM

GRAIN DE SEL

Rédaction & édition :
Inter-Réseaux développement rural,
32, rue Le Peletier, 75009 Paris.
Tel 0142465713. Fax 0142465424.
E-mail : intereso@imaginet. fr
Directeur de la publication : **Gérard WINTER**
Rédacteur en chef : **Philippe ORTOLI**
Comité de rédaction : V. APPORA, J.-C. DEVÈZE, P. LAVIGNE DELVILLE, M. LEBOT, D. PESCHE, J.-P. PROD'HOMME, M.-L. SABRIÉ, B. VERGRIETTE.
Maquette : Françoise FOURCAULT. Tél 0147077747.
Impression : Imprimerie 34, Toulouse.
Équipe de l'Inter-Réseaux :
Denis PESCHE, coordinateur général
Agnès COLLONGE, coordination technique
Dominique ZUCKER, secrétariat.

Dépôt légal : mars 1997 • ISSN 1274-3895

ÉDITORIAL

Être interactif

L'Inter-Réseaux fête son premier anniversaire. En un an, il a fait du bon travail grâce à l'impulsion donnée par les réseaux dont il est né et à l'animation de son secrétariat exécutif. Ses groupes de travail ont bien avancé, organisant rencontres et contributions dans plusieurs pays. Enfin, les premiers numéros de Grain de sel *paraissent appréciés. Sous l'impulsion de son nouveau rédacteur en chef, Philippe Ortoli, il doit devenir un meilleur et plus clair instrument de liaison et de partage. Il est appelé à être, pour partie, dès 1997, produit en Afrique avec l'aide de journalistes africains.*

Au cours de sa seconde année, l'Inter-Réseaux doit cependant marquer des progrès décisifs dans trois domaines étroitement liés : l'animation d'un débat plus équilibré entre le Nord et le Sud, l'ouverture internationale au-delà des pays francophones, la décentralisation des responsabilités en Afrique où les membres sont de loin les plus nombreux.
Le plus difficile reste cependant à faire. L'Inter-Réseaux doit devenir l'affaire d'un plus grand nombre de membres. Ce sera notre préoccupation majeure en 1997. Il est urgent que dans chaque région les membres s'organisent pour se connaître, travailler ensemble, contribuer à la vitalité et aux productions de tout le réseau. Dans les pays récemment visités, des volontés se sont déclarées, des projets ont été esquissés. Engagements et réalisations doivent suivre rapidement. Le secrétariat exécutif y consacrera un maximum de moyens d'accompagnement.

Enfin, l'Inter-Réseaux doit se situer par rapport aux multiples réseaux, nationaux ou internationaux, qui voient le jour. Il doit le faire en affichant son identité qui repose sur la volonté de construire un dialogue Sud-Nord dépassant les clivages habituels, professionnels ou régionaux. Il s'agit avant tout de stimuler les échanges d'expériences et de réflexions les plus variées en faveur du développement rural. Cela implique – on le comprend – d'être ouvert aux autres réseaux, de tisser des liens, d'entamer des collaborations. Alors seulement l'Inter-Réseaux méritera son nom. Notre prochain Comité technique sera consacré en partie à cette question.
Seule cette ouverture internationale, en particulier vers l'Afrique anglophone et vers l'Europe, peut fonder la légitimité de l'Inter-Réseaux.

Gérard Winter, *président de l'Inter-Réseaux.*

Un sommet à Washington, une grand-messe pour le micro-crédit

Réunies à Washington, 2 000 personnes ont célébré avec Hillary Clinton et la Grameen Bank les vertus du micro-crédit contre la pauvreté. Une grand-messe diversement appréciée.

Lancer « *un mouvement global pour offrir à 100 millions de familles les plus pauvres de la planète des crédits et leur permettre de lancer leur propre entreprise d'ici 2005* », tel était le but du « Sommet du micro-crédit » qui a réuni 2 000 personnes à Washington, du 2 au 4 février dernier. Un sommet, le premier de ce genre, organisé dans un grand hôtel de la capitale fédérale des États-Unis par une modeste ONG américaine – Results educational fund – mais patronné par Hillary Clinton et encouragé par la Banque mondiale. Il a rassemblé plusieurs chefs d'État ou de gouvernement[1], les reines d'Espagne et de Belgique et plusieurs centaines d'hommes et de femmes de terrain, praticiens du micro-crédit venus des cinq continents. Malgré les apparences, il s'agissait bien d'un sommet privé avec pour vedette incontestée, Mohammad Yunus, le fondateur et très médiatique patron de la Grameen Bank, *la banque des pauvres* du Bangladesh dont le modèle connaît un retentissement considérable.

AFP

Le Premier ministre du Bangladesh au sommet de Washington

▼ Plus de 20 milliards de dollars

Après deux jours de travaux, avec discours en séance plénière et réunions en ateliers, les multiples participants et les « *gouvernements présents* » ont adopté ce qui a été présenté comme « *le plan d'action du Sommet sur le micro-crédit* ». En fait de plan, les participants se sont engagés simplement « *à rester unis pour affirmer leurs objectifs communs et à accepter la stratégie visant à prendre un nouveau virage durant la prochaine décennie en déployant le potentiel humain* ». « *Nous cautionnons cette décision de fournir des micro-crédits à 100 millions de familles et nous y mettons tout notre enthousiasme* », a affirmé James Wolfensohn, le président de la Banque mondiale, sans pour autant s'engager davantage. Aucune précision n'a été donnée, en particulier sur l'origine des 21,6 milliards de dollars jugés nécessaires pour atteindre l'objectif du Sommet : fonds publics ? fonds privés ? aide des organisations internationales ? dons ? prêts ? épargne ? Ces 21,6 milliards s'ajouteront-ils ou non aux aides actuelles au développement ?

Ce flou qui contraste avec le tapage médiatique d'un sommet largement couvert par les TV américaines a irrité plus d'un observateur, sceptique sur l'efficacité de cette « grand-messe ».

Les plus virulents sont les représentants du crédit mutuel déjà réservés sur la pratique du crédit solidaire incarné par la Grameen Bank. Les mutualistes pratiquent un système de crédit reposant sur une épargne préalable avec des coopératives locales gérées par des sociétaires élus. Ils critiquent la gestion souvent autoritaire et centralisée bien que déconcentrée d'un système de crédit solidaire tel celui de la Grameen Bank basé sur une pression sociale très forte, seule garantie contre les mauvais emprunteurs. Et ils se plaignent de n'avoir eu qu'un strapontin dans les ateliers pour s'exprimer à ce Sommet. « *Il n'est pas sûr que la simple distribution de crédits soit la solution au développement. Il est plus difficile d'apprendre le concept de banque, de crédit, d'épargne, que de distribuer des micro-crédits* », affirme ainsi Yan

1. Chefs d'Etat : Mali, Ouganda, Pérou ; chefs de gouvernement : Bangladesh, Mozambique, Japon. La France n'a envoyé aucun représentant de rang gouvernemental à ce qu'elle considère comme une réunion privée. Son représentant au sein du Groupe consultatif pour aider les plus pauvres (CGAP), organisme qui réunit plusieurs donateurs pour financer les institutions de micro-financement, a assisté au sommet.

Gauthier, directeur du Centre international du crédit mutuel (CICM), organisme qui apporte une assistance technique et financière aux pays du Sud pour créer leur réseau de coopératives, d'épargne et de crédits. Le directeur du CICM craint que « *fort des appuis reçus et de la caution d'Hillary Clinton, l'argent n'afflue vers le crédit solidaire et qu'il ne soit distribué en pure perte faute de structures financières adaptées* ».

▼ Le créneau des pauvres

« *Crédit solidaire ne veut pas dire crédit facile* », rétorque une adepte de ce système, Renée Chao Beroff, qui représentait son organisme, le CIDR (Centre international de développement et de recherche) à ce sommet qu'elle juge « *très positif* ». « *Ce n'est pas le modèle Grameen Bank qui a été célébré ; tout le monde a reconnu qu'un seul modèle ne pourrait répondre à tous les besoins* », souligne-t-elle. « *Épargne préalable ou pas, il y a un consensus pour penser qu'il faut des établissements financiers pour les pauvres. Il est vrai*, ajoute-t-elle, *qu'il y a aujourd'hui une mode du micro-crédit qui va être renforcée par le Sommet, attirer beaucoup de non professionnels, provoquer des erreurs dont vont pâtir les autres. Pour atteindre les 100 millions de personnes, ce ne sera pas l'argent qui manquera mais la capacité institutionnelle de le gérer*, explique-t-elle. *Cela va demander aux acteurs du micro-crédit de multiplier par dix leurs actions. Nous touchons 10 millions de personnes, il faudra en atteindre 100 millions. Le CIDR a 55000 clients, il faudra en avoir 550000. C'est possible mais cela représente un effort considérable.* »

▼ Crédit miracle ?

Cela étant, la représentante du CIDR juge que l'un des effets les plus positifs de cette rencontre est d'avoir montré que le micro-crédit n'était plus un secteur marginal. « *Les pauvres aussi peuvent être un créneau* », selon la formule d'Hillary Clinton. A preuve la présence de banques et d'établissements financiers, Chase Manhattan, American Express, notamment, parmi les *sponsors* de cette manifestation.

Mais, « *suffit-il d'ouvrir le robinet pour régler le problème de la pauvreté ?* », se demande un homme de terrain présent à ce sommet, Christian Kleber, en poste au Vietnam où il anime des caisses de crédit villageoises d'une ONG française, le Gret (Groupe de recherche et d'études technologiques).

Tous les professionnels du développement savent en effet que le micro-crédit, quelle que soit sa forme, ne peut être la « panacée », selon la formule de Fawzial al Sultan, directeur du Fonds international de développement agricole (Fida), organisme de coopération. « *Cela ne sert à rien*, a-t-il souligné à ce sommet, *de prêter de l'argent aux pauvres si ce n'est pas dans le cadre d'une stratégie intégrée exigeant stabilité politique, mise en place d'infrastructures et formation professionnelle.* »

Philippe Ortoli

Prochain dossier de Grain de sel sur le micro-crédit

Le prochain dossier de *Grain de sel* (numéro 6, à paraître en juin) sera consacré au micro-crédit. Des exemples concrets de crédits solidaires et coopératifs seront notamment décortiqués. Lecteurs de *Grain de sel*, apportez votre témoignage si vous êtes engagés, comme client, opérateur ou administrateur de caisse, dans un de ces crédits décentralisés. Racontez pourquoi ça marche ou pourquoi ça ne marche pas. Ces témoignages devront nous parvenir avant la fin du mois de mai, que ce soit par courrier, fax ou e-mail. Merci.

Crédit solidaire et crédit mutuel

Le micro-crédit se définit d'abord par son montant (faible), ses clients (pauvres, au Sud surtout mais, depuis peu au Nord) et le circuit par lequel il transite : les systèmes financiers décentralisés. C'est souvent un crédit rural. Compte tenu des frais de gestion élevés que génère la multiplication de prêts modestes, ce ne sont pas des banques commerciales – pour le moment – ni des banques agricoles, mais des établissements intermédiaires à vocation sociale qui les pratiquent, parfois grâce à des appuis financiers extérieurs.

Il en existe deux types :
• Ceux qui exigent une épargne préalable pour prêter de l'argent. Ce sont les mutuelles, encore appelées coopératives d'épargne et de crédits (coopec). Nées en Europe et en Amérique du Nord à la fin du XIXe siècle, les coopec sont apparues dans l'Afrique anglophone dans les années cinquante, dans l'Afrique francophone, dans les années soixante-dix et se multiplient depuis la fin des années quatre-vingts, en prenant souvent le relais des banques nationales agricoles.

• Ceux qui n'exigent aucune épargne préalable mais demandent une garantie solidaire – d'ou le nom de crédit solidaire – d'un groupe de personnes en cas de non remboursement. La Grameen Bank a inventé ce type de crédits dont elle est la figure emblématique.

C'est la première banque qui a accordé des prêts à ceux qui, ne possédant rien, ne pouvaient apporter de garanties matérielles. Cette banque des pauvres a vu le jour il y a douze ans avec l'aide de l'Onu et des bailleurs de fonds mais doit tout à son fondateur, Mohammad Yunus, économiste Bangladais formé aux Etats-Unis. Elle a aujourd'hui des caisses dans un village bangladais sur deux et plus de deux millions de clients. Moyenne des crédits accordés : l'équivalent de 150 à 300 francs.

La Grameen Bank a 'fait' aussi de nombreux petits qui ont essaimé dans le monde : Une cinquantaine d'organismes de crédits appuyés par des ONG comme Accion en Amérique latine, le CIDR ou l'Iram en Afrique ont de 30000 à 300000 clients. Des milliers d'autres ont moins de 3000 clients.

Le micro-crédit peut être aussi pratiqué par des particuliers (prêts privés, familiaux, usuriers) ou par des groupes comme ceux formés dans les *tontines* : un groupe de personnes proches les unes des autres use d'un crédit tournant basée sur les apports de chacun.
Non compris ces prêts dits *informels*, huit à dix millions de personnes dans le monde bénéficieraient à l'heure actuelle de ces micro-crédits.

Ph. O.

Pour en savoir plus : *Les paysans peuvent-ils devenir banquiers ?* D. Gentil et Y. Fournier. Ed. Syros et FPH, Paris, 1993, 270 p., 98 FF.

La banque des pauvres a inventé le crédit pour tous

Marie-Agnès Le Plaideur, Periscoop

Banques de riz et banques d'animaux

Un certain nombre de projets ou d'organisations ont fait ou font du crédit en nature, dans la plupart des cas sous deux formes : les banques de riz et les banques d'animaux (buffles ou porcs).
Les crédits en nature posent cependant plusieurs problèmes : les paysans n'ont pas accès aux soins vétérinaires ; cela a des répercussions sur la mortalité des veaux et donc sur le remboursement du crédit qui repose sur les naissances. Quand les paysans veulent acheter des mâles et non des femelles, c'est toute la question du remboursement qui est remise en cause.
Néammoins, l'achat ou la location de buffles est inaccessible pour un grand nombre de paysans ; or, avec le système de la banque de buffles, ils peuvent acheter un animal qui améliorera la qualité et la productivité de leur travail et constituera en même temps une forme de capitalisation. La banque de riz a un rôle très bénéfique surtout en situation d'urgence alimentaire.

Source : *Les systèmes financiers pour le développement rural*, Editions du Gret, 1996, 51 p. 58FF.

Concevoir autrement les projets de développement rural

Depuis une bonne dizaine d'années, il est de bon ton d'annoncer la fin prochaine des projets de développement rural. Le désengagement des États prôné par maints bailleurs de fonds ne devait-il pas aboutir logiquement à l'émergence d'opérations assumées directement par des acteurs locaux privés ou associatifs ? Et pourtant, force est de reconnaître que la mise à l'écart d'institutions étatiques jugées trop bureaucratiques n'a pas sonné le glas des aides et des interventions qui prennent, encore et toujours, la forme de projets. Des projets conçus, organisés et mis en œuvre au nom de « l'intérêt général » par des acteurs extérieurs à la paysannerie, qu'il s'agisse d'Organisations non gouvernementales ou d'agences de financement étrangères.

▼ Le piège des faux projets

Il est vrai que les projets d'aujourd'hui insistent davantage que ceux d'hier sur la nécessaire participation des populations rurales à leur conception et à leur mise en œuvre. C'est bien le cas des projets de « crédits décentralisés » ou de « gestion concertée des terroirs ». Leur intitulé montre un changement réel de mentalité.
Mais sous couvert de participation, trop de projets de développement sont l'expression caricaturale d'approches « clientélistes » : concertation avec des « leaders » politiques ou paysans à la représentativité douteuse, inventaire de « besoins » qui ne prennent pas en compte les différenciations sociales en cours, émergence « d'organisations locales » dont la vocation réelle est de capter les fonds d'origine étrangère… La liste n'est pas limitative.

Comment éviter le piège de ces faux projets de développement qui ne profitent qu'à quelques-uns ou celui des mauvais projets avec leur cortège de dégâts futurs ? Comment créer les conditions pour que des catégories économiques ou sociales aux intérêts souvent contradictoires – agriculteurs, éleveurs, bûcherons, par exemple – puissent agir pour des objectifs communs pour le bénéfice du plus grand nombre ?

▼ Un diagnostic juste

Ce qui compte, en réalité, c'est de formuler un diagnostic juste de façon à proposer des remèdes efficaces. Mais pour y parvenir, il faut rénover profondément les pratiques et les méthodes de ce que nous appelons précisément l'analyse diagnostic et qui est le préalable à toute formulation de projets.

Ce diagnostic ne doit pas être seulement agronomique – connaître les potentialités et les contraintes du milieu ne suffit pas – il doit être aussi politique et social : il faut dresser un tableau des forces sociales en présence, leurs poids respectifs, décortiquer leur capacité d'innovation ou leurs blocages. C'est justement le rôle des intervenants *extérieurs* à la société étudiée, de mettre en évidence les différences d'intérêt, de comportement et de savoir-faire du groupe, les courants qui le traversent. Seules paraissent en effet légitimes – et donc acceptables – les propositions d'intervention qui reposent sur une connaissance scientifique des situations agraires et des réalités rurales.

Mais attention ! Il ne s'agit pas de prétendre d'emblée à un diagnostic initial précis et complet. L'important est de cerner les problèmes les plus importants et les moyens à envisager en priorité pour les résoudre afin de pouvoir en discuter au plus tôt avec les différentes catégories de population concernées.

Car, rénover les pratiques et les méthodes de l'analyse diagnostic exige aussi de confronter cette esquisse de la société – notre esquisse – à ses membres. Il faut soumettre notre diagnostic – le restituer – aux paysans et aux différentes couches sociales que nous avons identifiées : propriétaires, commerçants, nomades, femmes… Il faut éveiller, susciter, provoquer même un débat nécessairement vif au sein de chaque groupe et entre tous les groupes. Notre métier, c'est d'être une sorte de catalyseur. Nous devons jouer ce rôle pour permettre aux gens de s'exprimer, quitte à revoir notre copie.

Cette étape – la restitution du diagnostic – est aussi essentielle que la précédente pour la formulation de projets de développement. Seule une telle confrontation suscite une participation active des intéressés à la conception des éventuelles interventions à prévoir. C'est le moment où le projet idéal cède la place au projet applicable.

▼ S'adapter à la réalité

Mais un diagnostic n'est jamais définitif. L'environnement économique, social ou politique, qu'il soit local, national ou international, se modifie. Le projet doit s'adapter à cette réalité mouvante. Le diagnostic doit donc être poursuivi et affiné en cours de route. Les projets de développement rural doivent rester en permanence ouverts à de nouvelles initiatives, compte tenu de ces conditions sans cesse changeantes. Le souci de voir davantage les paysans prendre eux-mêmes en charge leur destin ne doit pas nous faire négliger ces influences extérieures.

Marc Dufumier
Institut national agronomique de Paris-Grigon.
Auteur du livre : Les projets de développement agricole. *Ed. Khartala, Paris, 1996.*

L'engouement des maraîchers africains pour les fruits de contre-saison

Les fruits et légumes de contre-saison représentent un marché juteux pour les maraîchers africains qui les exportent en Europe. Mais des problèmes de qualité et de transport handicapent la filière.

Haricots verts, asperges, poivrons, fraises… Peu prisés par les populations africaines, ces fruits et légumes produits sur le continent sont essentiellement destinés aux pays européens qui les importent à contre-saison.

Le marché européen des fruits et légumes présente en effet la particularité de fluctuer avec les saisons. Abondants à partir du printemps, les haricots verts, asperges, poivrons, fraises et autres melons deviennent rares et chers en hiver. Pour répondre à la demande des consommateurs qui, eux, restent demandeurs de produits frais toute l'année, les distributeurs se tournent vers les pays tropicaux (Afrique et Amérique latine essentiellement) où ces denrées peuvent être récoltées à contre-saison. Exemple : le melon. En octobre et décembre, les melons importés du Brésil, du Venezuela, du Chili, mais aussi d'Afrique du Sud et du Sénégal, prennent la relève de la production française, espagnole ou portugaise. Ces importations de contre-saison représentent, bon an mal an, 11 % de la consommation européenne. Le même scénario vaut pour les fraises, dont la rareté fait le prix entre décembre et février. Le Kenya qui fournit à l'Union européenne 90 % de ses fraises de contre-saison occupe alors le devant de la scène. Autre culture exportée par des pays tropicaux : le poivron dont l'Éthiopie, le Kenya, le Mali et le Sénégal sont grands pourvoyeurs aux côtés de Cuba et de la Jamaïque.

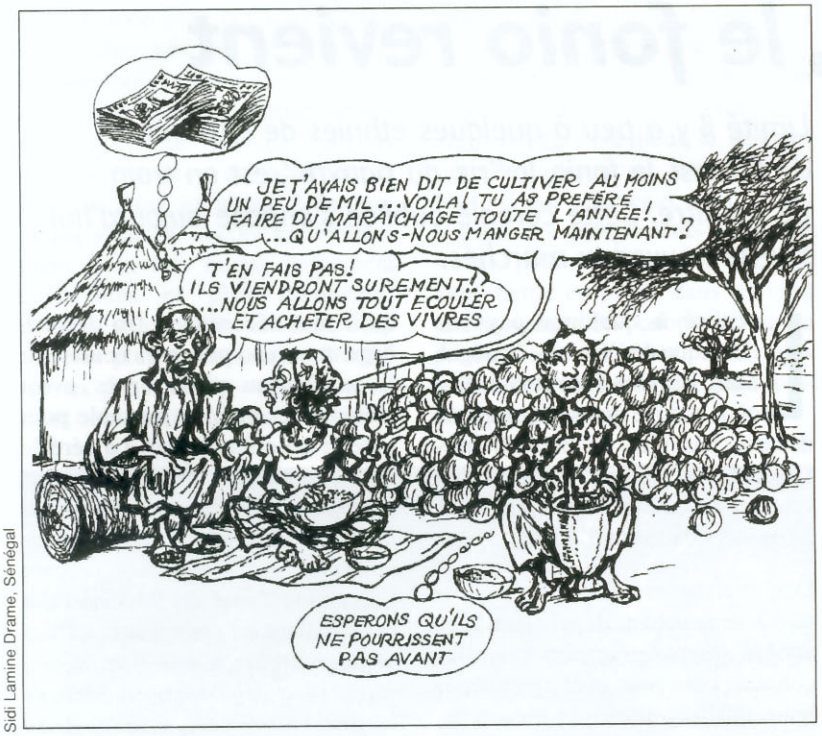
On peut aussi citer l'asperge dont l'Union européenne importe environ 5000 tonnes chaque année. Les fournisseurs sont ici l'Afrique du Sud, l'Argentine et le Mexique. A cela s'ajoute le haricot vert qui implique un plus grand nombre de pays africains : Burkina Faso, Kenya, Mali, Maroc, Sénégal, Egypte, Niger et Zimbabwe. S'il est vrai que l'Europe est autosuffisante pour cette denrée, il n'en demeure pas moins que les consommateurs, sensibles à la fraîcheur de ces légumes cultivés en Afrique et produits dans des conditions écologiques sans reproche (pas d'engrais chimiques, pas de manipulation d'espèce), boudent, en basse saison, le haricot congelé. Par ailleurs, renchérit une étude de l'Union européenne, « *le haricot de contre-saison revient moins cher que le haricot produit en Europe. En raison notamment des coûts de main-d'œuvre* ». Il est vrai que les distributeurs sont attachés à leurs marges commerciales : 6 % à 10 % en moyenne pour les grossistes sur l'ensemble des fruits et légumes, et environ 30 % pour les détaillants.

Usine de conditionnement de mangues au Mali

Periscoop

▼ Des producteurs de mieux en mieux organisés

Compte tenu de la solvabilité du débouché, et des prix de vente largement supérieurs à ceux offerts pour d'autres denrées de consommation locale, les maraîchers africains sont de plus en plus nombreux à se laisser tenter par cette filière. D'autant plus que l'Europe de l'Est, récemment ouverte aux



Sidi Lamine Drame, Sénégal

modes de consommations occidentaux, pourrait représenter un marché supplémentaire. Au Kenya notamment, l'essor des fruits, légumes et fleurs destinés à l'exportation a permis au pays de multiplier par trois sa production horticole entre 1965 et 1995. Cette activité génère par ailleurs des emplois dans le domaine de l'emballage, puisque fruits et légumes sont conditionnés sur place. Les États, omniprésents au démarrage de la filière dans les années soixante-dix, se font de plus en plus discrets, laissant aux opérateurs privés le soin d'organiser le marché et de négocier avec leurs partenaires européens. Encouragés par le Coléacp (Comité de liaison pour la promotion des fruits et légumes de contre-saison originaires des pays ACP), les maraîchers d'Afrique de l'Ouest travaillent même à un statut régional de l'exportateur. A terme, certains envisagent la création d'une panafricaine des horticulteurs exportateurs qui engloberait les professionnels de l'est et du sud du continent. Tous partagent en effet les mêmes difficultés. Celle par exemple de garantir la qualité sans faille exigée par les importateurs. Ceux-ci affirment traduire simplement les attentes de consommateurs de plus en plus tatillons, alors que les conditions de production artisanales en Afrique ne permettent pas toujours cette assurance-qualité. « *D'importants investissements seront nécessaires dans les pays du tiers-monde fournisseurs, pour répondre aux normes de qualité* », constate un bon observateur de la filière.

▼ Le handicap du transport aérien

De plus, l'insuffisance et la cherté des transports aériens handicapent les maraîchers. En Afrique francophone, de multiples réunions de coordination avec les dirigeants de la compagnie Air Afrique n'ont pas, jusqu'ici, permis d'aplanir les difficultés. Ainsi, suite à la dévaluation du franc CFA, le transporteur a brutalement augmenté les tarifs de 100 %. Les producteurs estimaient que la hausse devait se limiter à 40 %. La compagnie, elle, pense d'abord à l'amortissement de ses nouveaux Airbus, et continue à accorder la priorité au transport de passagers. Les vols cargo fonctionnent à la manière de véritables taxis aériens (le ramassage du fret se fait de capitale en capitale) et tous les exportateurs n'ont pas l'assurance que leurs marchandises seront chargées à date fixe. Or, les haricots verts sont très périssables. Quelques jours suffisent à les rendre invendables. Même scénario en Afrique de l'Est où la santé chancelante des compagnies aériennes a fait le malheur de plus d'un producteur de fraises et d'asperges. « *Nous sommes sur un marché porteur, mais le risque existe de se trouver ruiné* », résume un des animateurs de l'Unacob (Union nationale des coopératives du Bénin). Il y a quelques années, cette menace avait mobilisé plusieurs ONG européennes qui ont vu, dans la filière des fruits et légumes de contre-saison, une manière pernicieuse de détourner les agriculteurs africains de la production vivrière. « *Sous prétexte de leur procurer des ressources d'exportation, on rend ces populations qui ont surtout besoin d'assurer leur autosuffisance alimentaire, encore plus dépendantes des importations vivrières d'Europe.* »
L'argument toutefois, ne semble pas justifié aux yeux des principaux intéressés.

Yves Aoulou
MFI (Médias France intercontinents)

Les producteurs africains s'organisent

Les producteurs sont de mieux en mieux organisés. Au Burkina Faso, c'est l'Ucobam (Union des coopératives agricoles et maraîchères) et l'Association des exportateurs de fruits et légumes (Asfelb) qui orchestrent la commercialisation des 3500 tonnes de haricots verts frais produits chaque année. Au Mali, l'Association des exportateurs de fruits et légumes (Amelef) joue le même rôle. Au Zimbabwe, les maraîchers exportateurs disposent d'une puissante fédération, qui intervient aussi bien auprès du gouvernement de Hararé que des importateurs allemands, britanniques, français et néerlandais.

Céréale oubliée, le fonio revient

Pierre Bulteau, CIRAD

La récolte de fonio dans le Fouta Djalon

Limité il y a peu à quelques ethnies de l'Afrique de l'Ouest, le fonio, le "riz du pauvre", est en train de renaître. Cette céréale oubliée s'impose aujourd'hui sur de nouveaux marchés.

Localisé à quelques pays de l'Afrique de l'Ouest – Sénégal, Mali, Burkina Faso et Guinée – où il occupe une surface qui ne dépasse pas plus de 300000 hectares, le fonio est l'une de ces céréales méconnues qui commence à susciter beaucoup d'intérêt.

Des chercheurs africains et européens se penchent depuis quelques années sur ces graines minuscules connues pour leur goût agréable et leurs qualités nutritives présentées comme exceptionnelles. Il est souvent servi en couscous, les jours de fêtes. «*Le fonio ne fait jamais honte à la cuisinière*» affirme un proverbe populaire.

Cette plante a l'avantage de pousser sur les sols les plus ingrats. « *Quand on voit qu'on n'a rien à tirer d'un terrain, on y sème du fonio* », disent les paysans qui laissent d'ailleurs ce soin aux femmes. Résistant bien à la sécheresse comme aux pluies diluviennes, cette graminée a, en outre, un cycle très court qui lui permet d'arriver à maturation à la mi-août et facilite la soudure jusqu'à la récolte d'autres céréales.

Et pourtant, malgré ces avantages appréciables, le fonio a végété jusqu'à il y a peu, atteignant péniblement le niveau des 30000 tonnes. Il a, en effet, des rendements dérisoires, comparés à ses grands frères que sont le mil, le sorgho ou le riz : 150 à 600 kilos par hectare. De plus, la récolte est difficile car les tiges de la plante sont fragiles et les grains se détachent facilement à maturité.

Peu productif, le fonio exige par contre un énorme travail de préparation avant de pouvoir être consommé : dans un kilo de fonio, il y a 2 millions de grains de fonio qu'il faut décortiquer. Un décorticage qui prend plusieurs heures car il se fait au pilon après avoir mélangé les grains à du sable pour obtenir un effet abrasif. La céréale doit être ensuite lavée à plusieurs reprises. « *Lavage très difficile, car il faut user de beaucoup de patience et d'eau* », raconte Laurentine Zouré du Burkina Faso en détaillant les opérations. « *Deux lavages préliminaires sont nécessaires pour débarrasser le fonio de la fine poussière ; ensuite, il est lavé sept fois et à chaque lavage, une nouvelle eau. Puis il est porté au soleil pour séchage (en cas de fonio nature) ou alors porté au fer pour étuvation. Puis retiré, tamisé et séché au soleil. Pour une tine de fonio (15 kilos), nous utilisons 200 litres d'eau. Dans nos pays où l'eau est assez chère, c'est un gros problème. Il est ensuite relavé et séché dans la maison pour éviter une grande prise de poussière.* »

Des rendements faibles et un lourd travail de transformation : pas étonnant que le prix du fonio sur les marchés soit élevé, deux fois plus que le riz brisé. Mais quelques personnalités passionnées et tenaces – agriculteurs, chercheurs, inventeurs, commerçants, cuisinières – se sont mises en tête de construire une véritable filière de cette *céréale du pauvre*, de la production à la transformation.

Un des obstacles les plus importants est sur le point d'être levé grâce à la mise au point de décortiqueuses capables de traiter sans les écraser les minuscules grains de fonio. Preuve de l'engouement que suscite la céréale, des prototypes ont été mis au point au Sénégal (celui de Saoussi Diakité avec le lycée technique de Dakar), en Gambie (avec l'Afet : Association of Farmers Educator and Traders)

Des origines égyptiennes

D'origine africaine, le fonio était connu dans une quinzaine de pays de l'Afrique occidentale et centrale, incluant la zone bantoue. Mais, plusieurs espèces n'entrant pas directement dans l'alimentation des populations sont disséminées dans différentes régions du globe, en Europe et en Asie.

Tout montre, selon des témoignages séculaires, que la variété *tobrum* a connu une exploitation massive en Egypte pharaonique où elle constituait un aliment sacré entrant dans certaines potions divinatoires. Elle servait à préparer le *kerté*, une potion magique que l'on retrouve aujourd'hui chez les Bambas du Bélédougou et du Mandé au Mali, ainsi que les Peulhs du Fouta Djallon en Guinée. Cette aire de propagation s'explique par la scission des peuples animistes de l'Egypte et de la Nubie.

Sur le plan alimentaire, le fonio est la céréale du pauvre : les minorités[1] qui le cultivent au Mali, en Guinée, au Sénégal et au Burkina Faso, marginalisées à cause de leur refus du modernisme et de leur attachement à leurs traditions, sont les principales conservatrices *in situ* des différentes variétés.

Les sols latéritiques, impropres aux autres cultures, sont les aires de prédilection du fonio qui aime le soleil et se contente de 400 mm à 1200 mm de pluie par an.

Boubacar Fofana

1. Les minorités qui cultivent le fonio : Gambie : Mandingues et Foulanis ; Guinée : Koniaguis, Peulhs, Diallonké, Kissi ; Mali : Bambara, Soninké, Dogon ; Sénégal : Bassari, Jolas, Tandas, Jakhanké.

et en France avec le Cirad qui fait des recherches sur des décortiqueuses polyvalentes (mil, sorgho, fonio). En outre, les programmes de recherche lancés depuis quelques années au Mali et au Burkina Faso ont abouti à de nouvelles variétés, encore expérimentales, à la fois moins facilement égrenables et plus facilement décorticables. Par ailleurs, des variétés plus productives – 2 à 2,5 tonnes par hectare – ont été obtenues en station. Ces nouvelles variétés ont été fabriquées non par croisement mais par mutation génétique par la technique dite de l'irradiation (voir ci-contre).

Pierre Bulteau. CIRAD

Enfin, des entreprises de transformation se lancent dans le traitement du fonio pour le servir prêt à cuire aux ménagères de Dakar ou de Bamako. Ainsi, l'entreprise malienne Ucodal (Unité de conditionnement de denrées alimentaires) propose au consommateur un fonio pré-cuit. Pour obtenir des livraisons régulières et avoir des garanties sur la qualité, l'entreprise cherche à nouer des contrats avec ses fournisseurs.

Le regroupement de producteurs dans des coopératives est entamé. En Guinée, un organisme d'encadrement paysan, la Fondation pour l'investissement et la commercialisation agricole (FICA), financé par l'Agence américaine pour le développement, a mis au point, selon l'agence de presse Syfia, une mutuelle agricole pour la production et la commercialisation du fonio. Au Sénégal, l'UCGAPS (Union des groupements agro-pastoraux pour la promotion sociale) veut mettre en place, dans les cinq ans à venir, des coopératives de production jumelées avec des usines de transformation dans trois régions pilotes.

Enfin, un séminaire sur le fonio qui s'est tenu à Bamako en mars 1994, a insisté aussi sur la nécessité de « *développer des actions de promotion et de sensibilisation auprès du public sur les qualités nutritionnelles* » de cette céréale sauvée de l'oubli.

Mais, en Guinée, le fonio occupe désormais la troisième place après le riz et le maïs. Le pays en a même exporté plusieurs tonnes au Burkina Faso. Au Sénégal, le fonio monte en flèche dans la plupart des grandes villes du pays. La dévaluation du franc CFA a contraint beaucoup de citadins à consommer local. L'irrésistible ascension du fonio s'appuie aussi sur la baisse de la monnaie.

Boubacar Fofana
Philippe Ortoli

Modifications génétiques par irradiation

Cette technique est utilisée à Vienne par la Division des techniques nucléaires pour l'alimentation et l'agriculture, placée sous le patronage conjoint de la Fao et de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Depuis trente ans, cette structure a participé à la mise au point de plus de 1 200 variétés de plantes cultivées.

« *Le recours à l'atome est destiné à apporter des perturbations majeures dans la structure chromosomique de la plante* », explique Sansa Da, chercheur du Burkina qui a introduit le caractère déhiscent au fonio permettant de détacher facilement l'enveloppe du fonio de son grain. Ces perturbations se traduisent par des mutations assez imprévisibles et plus ou moins intéressantes suivant la dose radioactive appliquée. Elles supposent de travailler à l'aveuglette.

Bulletin SYFIA, n° 66, mars 1994.

La valeur nutritionnelle du fonio

Le fonio possède une forte teneur en méthionine et cystine, deux acides aminés indispensables à la croissance et à l'équilibre de l'organisme humain. Sa valeur énergétique est semblable à celle du riz, du sorgho et du blé.

Son taux de lipides et de protides très faible en fait un aliment recommandé pour les régimes amaigrissants et le régime alimentaire des diabétiques obèses.

Source : Compte rendu du séminaire sur le fonio de Bamako (juin 1994).

Recette : Le couscous de fonio au lait caillé

Ingrédients : Fonio, lait caillé ou yaourt local, sucre.

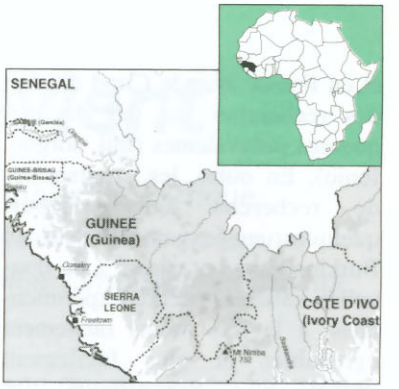
Préparation : Cuire le fonio à la vapeur, selon la méthode traditionnelle, jusqu'à amollissement des grains (3 ou 4 passages au couscoussier).

Mettre le lait caillé dans une soupière, fouetter vigoureusement et sucrer à volonté. Servir mélangé au couscous.

Compléments : Beurre, crème ou fruits verts en salade (raisins, bananes, ananas, dattes, mangues).

Soumbalako, de l'autarcie au marché

Responsable d'une radio rurale locale de Guinée, Chérif Diallo a envoyé à Grain de sel un témoignage en forme de reportage. Il raconte le développement agricole spectaculaire d'un groupe de villages.



Soumbalako est un district de Guinée situé à 26 kilomètres de Mamou dans la communauté rurale de développement de Tolo. Il est entouré de plaines fertiles arrosées par le fleuve Bafing (appellation du fleuve Sénégal en Guinée). Dans cet ensemble de villages aux potentialités agricoles immenses, les paysans, grâce à l'appui (technique et financier) du Fonds d'équipement des Nations unies (FENU) ont connu l'intérêt d'une organisation paysanne viable.

Il a fallu la nouvelle politique agricole de la Seconde République pour que les paysans de Soumbalako s'engagent dans un processus de développement agricole considérable. Tout a commencé en 1988, lorsque le FENU en collaboration avec la Fao et le ministère guinéen de l'Agriculture et des Ressources animales, effectua des études sur la vie des paysans du bassin versant du sud-est du Fouta Djallon.

▼ Diversification

Ces études ont prouvé que les populations qui habitent dans ce bassin versant dont ceux de Soumbalako, étaient mal nourries, à cause de la mauvaise exploitation des terres, du manque d'organisation des paysans, du manque d'initiatives créatrices et surtout de l'absence d'appui technique et financier. C'est ainsi qu'un projet appelé Organisation paysanne du versant sud-est du Fouta Djalon, a démarré à Soumbalako avec la participation effective des populations et la prise en compte de tous les aspects socio-économiques et techniques, à savoir : l'aménagement des plaines ; la formation des groupements paysans ; la mise en valeur des plaines ; la réalisation des forages ; la formation des paysans aux techniques agricoles et la gestion des périmètres ; l'octroi de crédits.

Avec l'institution de la méthode participative, l'introduction de nouvelles cultures (pommes de terre, oignons), de nouvelles techniques et l'octroi de crédits, les paysans organisés en groupements ont été initiés à la pratique de la culture intensive dans les plaines aménagées.

▼ Stockage et commercialisation

Depuis 1989, vingt groupements de 732 membres ont été formés sur 188 hectares. Chaque groupement dispose d'une motopompe et pratique toute l'année plusieurs cultures (pomme de terre, riz, maïs, tomate piment, aubergine, oignon, gombo, etc.). Chaque membre d'un groupement exploite 20 à 30 ares. La pomme de terre reste la principale culture de rente. En 1989 son rendement était de 7 tonnes à l'hectare, tandis qu'en 1995, il est monté à 25-30 tonnes à l'hectare. Pour mieux coordonner leurs activités, les 20 groupements ont formé en 1996 l'Union des producteurs agricole de Soumbalako. Selon Thierno Boubacar Kalo, président de l'Union, près de 400 tonnes de pommes de terre seront récoltées en 1997. Dans ses projets, l'Union des producteurs de Soumbalako envisage la formation de nouveaux groupements, la poursuite de l'aménagement des plaines, la construction d'un magasin de stockage et la résolution des problèmes d'importation de semences et de commercialisation des produits.

Devenu une zone de production agricole, Soumbalako est le lieu le plus convoité par les marchands détaillants pour l'achat de la pomme de terre et autres produits agricoles. Le passage de la production de subsistance à la production intensive contribue ainsi à l'amélioration des conditions de vie des paysans de Soumbalako (nourriture, habitat, santé…).

Les progrès réalisés par les groupements agricoles depuis 1989 motivent les paysans et autres communautés rurales.

▼ Un exemple contagieux

A N'Dindo, dans la communauté rurale de Dounet, à 18 kilomètres de Mamou, cinq groupements emboîtent le pas à Soumbalako. Sur 95 hectares, ils cultivent aussi de la pomme de terre, de la tomate, du piment, de l'oignon, etc. Comme ceux de Soumbalako, ils bénéficient de l'appui de la Fédération des paysans de la moyenne Guinée par l'apport d'intrants (semences, engrais). A N'Dindo, la Fédération des paysans a renforcé l'appui par la construction d'un magasin de stockage.

Avec ces systèmes de production agricole, deux problèmes fondamentaux commencent à trouver leurs solutions : la naissance chez les paysans de l'esprit du développement et l'abandon du nomadisme agricole, facteur de déboisement.

Les représentants de l'État et les communautés rurales qualifient Soumbalako et N'Dindo de miroirs des organisations paysannes et un point de départ vers l'autosuffisance alimentaire.

Chérif Diallo
Chef de station de la radio rurale de Mamou ,BP 12, Mamou, République de Guinée.

JEAN-MARIE DINGDA, ANIMATEUR D'ORGANISATIONS PAYSANNES

«La mentalité rurale fait blocage»

A l'extrême nord du Cameroun, la région dite du *Bec du canard* est l'une des plus peuplées du pays. Avec 300 habitants au km², cette zone sahélienne voisine du Tchad est confrontée, chaque année, à des risques de famine ou de soudure, entraînant des déplacements de population. Les organisations paysannes tentent de réagir et de mettre sur pied des projets concrets. Cependant, elles se heurtent à des rivalités de personnes, ainsi qu'à des problèmes de fonctionnement. Jean-Marie Dingda, animateur de terrain d'une cinquantaine d'années, analyse cette situation et propose des pistes pour en finir avec les blocages.

Grain de sel : Qu'est-ce qui vous a conduit à devenir animateur auprès des organisations agricoles ?

J.-M. Dingda : Je n'ai pas un niveau d'études très élevé mais une longue expérience sur le terrain. J'ai été conseiller pour les jeunes dans un diocèse catholique de l'extrême Nord. Il faut préciser que l'Eglise, à travers notamment la Jac (Jeunesse active chrétienne), a eu un grand rôle pour former des dirigeants et faire émerger des organisations rurales. J'ai ensuite suivi une formation auprès du Cesao au Burkina Faso. Embauché par l'antenne de Maroua, la capitale de l'extrême nord du Saild (Service d'appui aux initiatives locales de développement), je suis localisé dans la zone Toupouri, une région particulièrement pauvre. Je travaille dans un rayon de 70 kilomètres avec onze fédérations paysannes, dont quatre nouvelles. Je me déplace en moto et, pendant la saison des pluies, en pirogue.

Comment les organisations paysannes fonctionnent sur le terrain ?

L'essentiel de mes interventions concerne les conflits à l'intérieur des organisations paysannes. Cela peut parfois aller jusqu'aux tribunaux. Cela s'explique car on a créé un peu partout des fédérations sans expliquer leur sens véritable. Pour moi, le problème essentiel est lié à l'absence de règlement intérieur dans les organisations. Trop souvent, on copie le règlement des fédérations voisines. Aux différents postes de responsabilité, on met des noms sans réelle discussion. Si bien que la grande majorité des membres ne connaît ni le règlement intérieur, ni le nom de leur président.

Comment se passe l'arrivée de jeunes dirigeants mieux formés ?

Quand les jeunes reviennent de la ville, leur niveau d'études est supérieur à celui des leaders paysans qui n'ont pas dépassé la 5e ou la 4e. Ces jeunes critiquent la vieille génération, veulent prendre les choses en main. On leur reproche de vouloir imposer leurs solutions. Il faut dire que les rumeurs, parfois infondées, jouent un grand rôle dans ces tensions. Ne croyons pas cependant que tout se résume à des conflits de génération. Les oppositions de clans, de familles, de niveau intellectuel et de richesse sont également très fortes.

Quelle place pour les femmes dans ces organisations ?

Partout, je rencontre des femmes capables de conduire un projet. Mais la mentalité rurale est un blocage. Quand une femme déclare la vérité en public, elle gêne beaucoup les hommes. Et même par les femmes, elle est accusée de dire trop de choses. 90 % des femmes ne

Saild. Cameroun

savent ni lire ni écrire. Elles sont incapables de s'exprimer et de défendre leurs droits. Alors, quand une femme s'exprime, c'est souvent que les choses vont vraiment mal.

L'esprit de la démocratie souffle-t-il dans les campagnes ?

La démocratie est souvent assimilée à la liberté totale. Ainsi, certaines femmes souhaitent faire ce qu'elles veulent ; les hommes les accusent alors de ne plus vouloir préparer le repas. Pour être engagée, une femme doit avoir un mari compréhensif et résister aux remarques des autres.

Des points positifs tout de même ?

En milieu rural, les gens comprennent de plus en plus l'importance de l'organisation. Celle-ci a tout de même permis à des paysans qui ne savaient rien de suivre des formations. De toute façon, le développement de l'homme n'est pas facile.

Propos recueillis par **Noël Bouttier**

Sur le terrain du Sud

JM. Rodrigo. CFSI

Comment faire fonctionner l'Inter-Réseaux au Sud ? Faut-il se structurer localement, instaurer un ticket d'entrée par des cotisations ? Le débat est ouvert. Des adhérents du Sénégal, du Mali, du Burkina Faso donnent leur opinion. Et l'Inter-Réseaux livre ses interrogations.

Sénégal • Le besoin d'échanges

« *Ce qui nous pousse à adhérer, c'est le besoin d'échanges et d'ouverture, mais on ne trouve pas toujours le temps de se rencontrer* » : ce constat, c'est un technicien de Tambacounda (Sénégal) qui le fait. En soulignant dans la foulée que cette passivité peut cantonner les adhérents dans un rôle passif de « *consommateur des informations de l'Inter-Réseaux* ».

La plupart des membres au Sénégal pensent que l'Inter-Réseaux doit d'abord se structurer localement, par petites régions, avant d'envisager des rencontres ou une représentation nationale : « *Cela pose moins de problèmes pour se concerter ; par contre, une personne au niveau national peut être utile pour relancer les régions, stimuler les rencontres locales et relier ces actions au reste des activités de l'Inter-Réseaux.* »

De telles réunions locales pourraient faire avancer les choses : « *Outre des rencontres sur des thèmes que nous définirions, nous pourrions aussi aller sur le terrain, voir des réalisations concrètes, effectuer des sortes de voyages d'étude* », propose l'un. « *Une feuille d'information,* suggère un autre, *pourrait présenter les différentes initiatives et points de vue de personnes de la région ; cette feuille pourrait être diffusée en langue locale ou même dans* Grain de sel. »

Pourtant, il n'est pas toujours facile de faire connaître son expérience : « *Les possibilités de publier des articles, de travailler avec des journalistes de la radio existent, mais il faut aussi un animateur, ou plutôt un noyau d'animateurs pour l'Inter-Réseaux, pour relancer les gens* », estime un adhérent de Tambacounda. Un adhérent de Kaolack propose que « *des journalistes soient associés aux activités des membres de l'Inter-Réseaux, les aident à exprimer leurs points de vue et à transmettre leurs expériences.* »

Pour un responsable paysan du delta du fleuve Sénégal, « *l'Inter-Réseaux doit jouer un rôle en rapprochant les techniciens des paysans. Pour l'instant, regrette-t-il, chacun s'ignore. Notre pays a beaucoup de techniciens mais il y a un problème de communication avec le monde rural. Les paysans sont souvent marginalisés dans les réunions.* »

▼ S'abonner ou adhérer ?

Plusieurs membres réagissent à la politique d'abonnement qui a été lancée pour les adhérents du Nord : « *Pourquoi faire payer seulement les gens du Nord ? Sommes-nous des membres de deuxième catégorie ?* », demande l'un d'entre eux. « *Il faut mettre en place une contribution au fonctionnement de l'Inter-Réseaux tout en tenant compte des capacités financières de chacun* », estime un autre. « *A coté de cette forme de diffusion sur abonnement, on pourrait imaginer des envois gratuits pour faire connaître l'Inter-Réseaux* », suggère un troisième. « *La participation du Sud, même symbolique, est indispensable* », affirme son voisin. Pour certains cependant, cette participation obligatoire risquerait d'écarter des membres potentiels de l'Inter-Réseaux, notamment des paysans. A quoi un autre réplique : « *Ce n'est pas le paysan de base qui est dans l'Inter-Réseaux, c'est en général un responsable qui a son organisation derrière lui. Il peut aussi contribuer à l'Inter-Réseaux puisqu'il reçoit de la documentation.* »

« *Si nous ne payons pas alors que ceux du Nord paient, nous serons mal à l'aise pour discuter entre le Nord et le Sud* », souligne, en forme de conclusion, un membre. « *S'il faut payer, il y aura peut-être une baisse de la participation au début mais ceux qui resteront seront vraiment motivés.* » A Kaolack, mêmes réactions : « *C'est l'adhésion qui fera de nous de vrais membres.* »

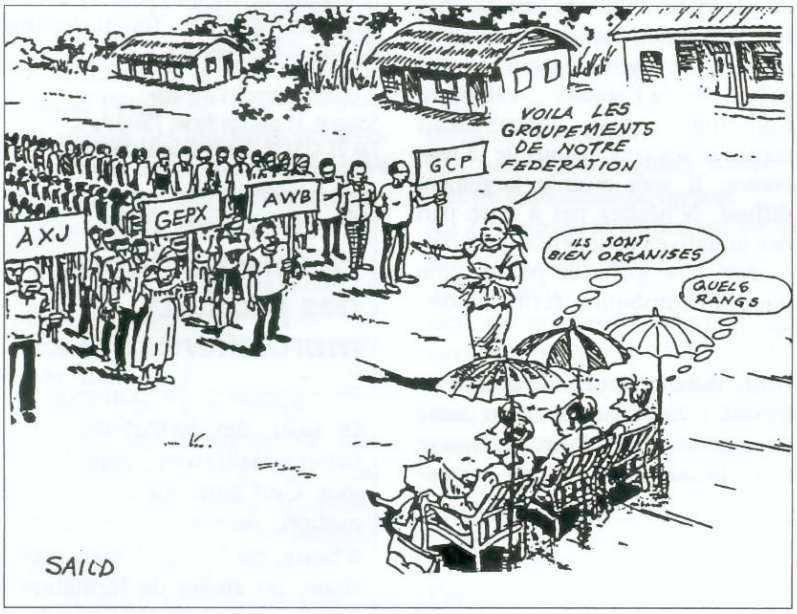
Denis Pesche

Mali • Associer le Sud

Comment faire pour que l'Inter-Réseaux soit l'affaire des gens du Sud ? C'est une question « *essentielle* », juge Cheibane Coulibaly, directeur de *Cauris*, hebdomadaire malien édité par l'Imrad (Institut malien de recherches appliquées au développement) qu'il anime.

Pour lui qui participait à une réunion de l'Inter-Réseaux à Bamako le 22 janvier, « *il faut que les gens soient davantage associés aux décisions. Actuellement, ceux du Sud sont plus récepteurs qu'acteurs, ils sont passifs* », a-t-il jugé en regrettant, par exemple, que le dossier sur le foncier publié par *Grain de sel* n'ait pas fait appel aux chercheurs africains qui travaillent sur le sujet depuis plusieurs années, comme c'est son cas.

« *Une autre question importante doit être soulevée* », a-t-il ajouté au cours de cette réunion, « *est-ce que les dossiers préparés par les réseaux servent à un véritable débat Nord-Sud ou servent-ils à véhiculer les idées du Nord vers le Sud ? Ceux du Sud pensent que l'objectif est en fait de véhiculer les idées du Nord. Il faut clairement définir l'objectif des réseaux et leur travail.* »



Said, Cameroun

Burkina Faso • Se réunir

Florentin Agoua, consultant béninois, a passé une dizaine de jours au Burkina Faso à la rencontre des membres de l'Inter-Réseaux. Après des discussions nombreuses, l'impression générale est qu'une structuration locale est indispensable pour que les membres du Sud s'impliquent davantage dans l'Inter-Réseaux. Deux comités provisoires de trois personnes se sont constitués à Bobo Dioulasso et à Ouagadougou. Ils ont pour mission de faire germer des comités nationaux qui constitueront un lien avec les membres de l'Inter-Réseaux des autres pays et aussi du Nord. En effet, l'existence d'un groupe de personnes identifiées et la tenue de réunions régulières sur des sujets précis peut stimuler la participation de chacun. Par exemple, certains membres proposent que le groupe de Bobo Dioulasso organise des réunions locales pour mieux faire connaître l'Inter-Réseaux. C'est, selon eux, un préalable indispensable avant une participation plus active.

« Est-ce que les dossiers préparés par les réseaux servent à un débat Nord-Sud ou à véhiculer les idées du Nord vers le Sud ? »

L'Inter-Réseaux : se structurer ne résoud pas tout

Dans le rapport élaboré à l'issue de sa mission[1], l'Inter-Réseaux affirme qu'il n'est pas forcément nécessaire de mettre en place une structure locale pour mobiliser ses membres. Le réseau est plus une méthode qu'une organisation. Le fait de se comporter en « *personne de réseaux* » semble au moins aussi important que de réfléchir à des formes locales de structuration. On peut déjà accroître les échanges et la participation en étant attentifs aux opportunités de contacts, de réunions, de déplacements, de voyages. *Grain de sel*, qui est aussi un outil de liaison, pourrait collecter les idées de ses lecteurs et répercuter des conseils pratiques pour le travail en réseau. L'Inter-Réseaux pourrait également élaborer un guide méthodologique d'animation.

Cela étant, il peut être quand même utile de créer une organisation décentralisée et légère : soit autour d'une seule personne (ou d'une petite équipe qualifiée et motivée) appelée « pôle » ; soit autour d'un « groupe de proximité » constitué sur un sujet commun qui pourrait être celui des groupes de travail.

Deuxième question stratégique : faut-il ou non filtrer les adhésions en instituant une cotisation, au Nord comme au Sud ? L'avis de l'Inter-Réseaux est qu'une participation, même symbolique, marque un engagement personnel laissant augurer une participation active au réseau. Selon des avis convergents, cette cotisation doit être utilisée au niveau local pour faciliter les rencontres entre les membres de l'Inter-Réseaux. Le débat est ouvert.

1. Mission au Sénégal en décembre 1996 de Gérard Winter, président de l'Inter-Réseaux, Médard Lebot, membre du bureau, Denis Pesche, secrétaire exécutif. Le rapport de mission est disponible sur demande au secrétariat de l'Inter-Réseaux.

Comment stabiliser les marchés vivriers ?

La concertation entre acteurs et l'établissement de contrats : recueil d'expériences et atelier de travail au menu du groupe de travail sur la reconquête des marchés vivriers.

Une rencontre est prévue pour le mois de juin prochain au Cameroun – destination à confirmer – pour échanger expériences et réflexions sur l'organisation des filières vivrières. Elle devrait réunir une trentaine d'acteurs (producteurs, commerçants, entreprises…) engagés dans des initiatives de contractualisation ou de concertation destinées à réduire l'instabilité et les incertitudes qui pèsent sur les circuits vivriers. Fluctuation des prix, difficultés d'écoulement des produits, rupture d'approvisionnement, importations inopportunes… autant de facteurs qui nuisent à l'essor des productions locales. Avec des garanties de débouchés, le paysan est incité à produire ; les grossistes et transformateurs peuvent planifier leurs activités et investir si l'approvisionnement est assuré ; le consommateur apprécie de pouvoir trouver régulièrement les mêmes produits sur le marché.

Pour préparer cette rencontre, un appel à contribution écrite a été lancé. C'est sur la base des témoignages recueillis (pour la fin avril au plus tard) que sera sélectionnée une partie des participants à l'atelier. Un document de synthèse sera publié d'ici à l'automne, valorisant l'ensemble des contributions reçues et les conclusions de la rencontre. Il sera ensuite largement diffusé. N'hésitez pas à faire part des initiatives auxquelles vous participez. Une grille de présentation pour la contribution écrite est disponible[1].

Autre tâche qui attend le groupe de travail : la rédaction d'un autre document de synthèse, consacré celui là aux « *enjeux du secteur vivrier* ». L'ambition de ce document est de dresser une vue d'ensemble des questions vivrières sur les pays d'Afrique de l'Ouest face à la dispersion et à la fragmentation des connaissances sur ce sujet. Ce document pourrait ainsi constituer une référence commune utilisable par les acteurs des filières, au Nord comme au Sud. Une première mouture du texte sera réalisée avant la fin du mois d'avril et diffusée auprès d'une série de personnes concernées pour susciter des réactions et des propositions d'enrichissement. Une publication définitive est envisagée à l'automne. Des ateliers pourraient être organisés dans la foulée pour discuter et approfondir cette synthèse avec des interlocuteurs africains, responsables d'organisations paysannes, représentants d'ONG, fonctionnaires nationaux, experts ou chercheurs.

1. Contact : Benoît Vergriette, Solagral, 11 passage Penel, 75018 Paris. Fax 01 42511829. e-mail Solagral@filnet. fr

L'accès au marché dépend d'abord des moyens de communication

Philippe Ortoli

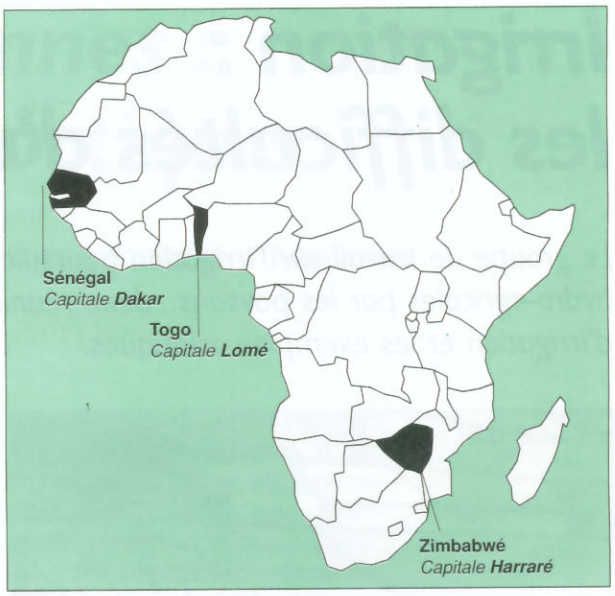
Formation à la commercialisation des produits maraîchers

Pour preuve de l'importance de ce sujet, des formations à la commercialisation voient le jour. C'est ainsi que Inades-formation organise en Côte d'Ivoire, du 17 au 21 mars prochain, un atelier de formation sur la commercialisation des produits maraîchers. Cet atelier s'adresse à des groupements de producteurs. Il sera basé sur les expériences de ces groupements et sur une analyse de la filière maraîchère ivoirienne et régionale. L'objectif est de fournir aux participants des outils pour l'élaboration de stratégies commerciales. D'autres ateliers devraient être mis en place au Togo et au Cameroun.

Contact : M.-Constance Houédanou ou Jean-Marie Brun, Inades-formation, 08 BP 8 Abidjan 08, Côte d'Ivoire. Tel (225) 4431 28. Fax (225) 44 06 41.

Développement local : trois pays à la loupe

Recenser les initiatives de développement local, c'est l'objectif actuel du groupe de travail Développement local et décentralisation sur un échantillon de trois pays.



L'essentiel des énergies du groupe s'est porté sur la préparation et la mise en œuvre de l'étude sur l'identification et l'analyse des initiatives de développement local dans trois pays d'Afrique : Sénégal, Togo, Zimbabwe.

Au Sénégal, le groupe *Développement local et décentralisation* (héritier du groupe *Gestion de terroirs* du réseau Recherche et développement) s'est engagé dans l'étude, avec beaucoup de nouveaux membres. Des groupes régionaux ont été créés à Dakar, St Louis-Fleuve, Thiès-Mbour, Kaolack, Bignona-Ziguinchor (en Casamance) et Sénégal Oriental.
La première phase du travail a consisté à définir une problématique de l'étude dans laquelle les membres du réseau se retrouvent. Un des objectifs retenu a consisté à définir un concept sénégalais de développement local, en perspective avec la décentralisation.
Dans un deuxième temps, tous les groupes se sont mobilisés pour identifier, dans chaque région, les initiatives qui peuvent être considérées comme relevant du développement local. Ce recensement donnera lieu à une typologie à partir de laquelle seront choisis, en février, les cas les plus intéressants pour en effectuer une analyse approfondie.
Au Togo, un comité de pilotage provisoire s'est constitué en décembre dernier. Il travaille déjà sur l'adaptation du contenu de l'étude aux spécificités du Togo et prépare un calendrier de travail. Les partenaires togolais manifestent un enthousiasme certain.
Au Zimbabwe, le démarrage est un peu plus lent mais prometteur quand même.
Les ateliers prévus dans chaque pays pour présenter les résultats de ces enquêtes sur les initiatives de développement local pourraient avoir lieu au deuxième semestre 1997. L'atelier international de synthèse pourrait se tenir début 1998.

Par ailleurs, le programme de conférences et de voyages d'études organisé par le groupe de travail se poursuit. Un débat s'est ainsi déroulé en décembre dernier avec Lucette Jaunet, agent de développement du syndicat mixte du Pays du vignoble nantais. Thème de cette rencontre : *Agent de développement local, un nouveau métier ?*
La prochaine réunion sera consacrée à un programme de développement local européen appelé *Leader*. Il sera présenté par Jean Charles Lollier du Cnasea le 25 mars au siège de l'Inter-Réseaux. Enfin, un voyage de découverte d'initiatives de développement local dans l'Hérault et l'Aveyron aura lieu début mars. Celui qui avait été prévu en novembre à Colombey-les-Belles a été reporté.
Les sous-groupes prévus autour du développement local et de la démocratie au quotidien ainsi que sur le développement local et la culture n'ont pas fonctionné. Aussi le groupe de travail a retenu l'idée d'en faire l'objet d'une préoccupation permanente, « transversale », qui s'exprimera lors des conférences ou des voyages d'études.
Un petit dictionnaire des mots-clés liés au développement local est en cours de réalisation, à l'intention des membres du groupe. Il pourra être enrichi, bien sûr, au fur et à mesure de la réflexion commune et des échanges avec les partenaires africains.
L'utilisation de la vidéo comme moyen de communication entre acteurs du développement local reste un de nos objectifs. Les équipes africaines envisagent de l'utiliser ainsi que les membres français du groupe de travail pendant des voyages d'études.
Le groupe *Développement local et décentralisation* s'agrandit : chaque réunion trimestrielle voit de nouveaux membres participer aux travaux.
C'est, à notre avis, un bon indicateur de sa vitalité.

Marie-Christine Gueneau
Jacques Mercoiret
Animateurs du groupe

Irrigation : les difficultés d'une gestion paysanne

Le groupe de travail sur l'irrigation poursuit sa réflexion sur la gestion des aménagements hydro-agricoles par les paysans : deux réunions à Paris feront le point sur la maintenance des réseaux d'irrigation et les exemples asiatiques.

Philippe Ortoli

Rizières dans le delta du Fleuve rouge au Nord-Vietnam

« *Les conditions d'une gestion paysanne des aménagements hydro-agricoles en Afrique de l'Ouest* », tel était le sujet du séminaire qui s'est tenu fin septembre à Niamey (Niger). *Grain de sel* en a parlé dans le précédent numéro. Un compte rendu définitif – les « actes du séminaire » – sera publié dans le courant du trimestre. Il reprendra et complétera la première version élaborée dans la foulée de la rencontre de Niamey. Ces travaux ont mis en lumière la nécessité de clarifier les règles du jeu, de préciser les rôles des organisations paysannes et ceux des autres acteurs dans cette gestion de l'irrigation collective. C'est dans cet esprit que deux autres réunions se tiendront, à Paris, dans les prochains mois. La première sera consacrée à l'Asie. Elle étudiera le partage des tâches entre l'État, les organismes publics ou privés, et les organisations paysannes pour gérer l'irrigation dans le delta du Fleuve rouge (Vietnam) et au Pakistan. La seconde portera sur la maintenance des réseaux d'irrigation (des canaux aux stations de pompage en passant par les ouvrages qui servent à répartir l'eau, etc.) dans le cadre d'une gestion paysanne.

Par ailleurs, l'Inter-Réseaux va publier prochainement la synthèse en Français d'un livre anglais de référence : son titre, un peu indigeste, ne doit pas dissuader les futurs lecteurs : « *Pour des systèmes autogérés et durables, façonner les institutions (Crafting institutions for self-governing irrigation systems)* ». L'ouvrage compare notamment la gestion des systèmes irrigués paysans et celle des périmètres créés par l'État.

Enfin, le groupe *irrigation* a participé au lancement de l'Association régionale d'irrigation et de drainage (Arid). Créée par des professionnels africains, l'Arid a justement pour vocation d'animer des échanges sur l'avenir de l'irrigation dans l'Afrique de l'Ouest et de représenter cette région à la Commission internationale de l'irrigation et du drainage.

Philippe Lavigne Delville

Les publications du groupe irrigation

- **Les effets de la dévaluation du franc CFA sur les filières « riz irrigué »** (Sénégal, Mali, Niger). Compte rendu de la réunion du 1er mars 1996, 10 p. environ, Inter-Réseaux-Osiriz-Cirad.
- **Les évolutions institutionnelles récentes à l'Office du Niger.** Compte rendu de la réunion du 3 juin 1996, 5 p.
- **Les conditions d'une gestion paysanne des aménagements hydro-agricoles en Afrique de l'Ouest.** Inter-Réseaux-IMMI, 24 au 28 septembre 1996, 65 p.

Ces textes sont disponibles sur simple demande au secrétariat du groupe, c/o Gret, 213, rue La Fayette, 75010 Paris.

Organisations paysannes : quatre thèmes à décortiquer

Réuni en décembre dernier, le groupe de travail sur l'appui aux organisations paysannes a décidé de plancher sur quatre thèmes pendant l'année. A vos contributions !

Si le souhait de renforcer les organisations paysannes se généralise, les méthodes pour le faire et les démarches suivies restent encore souvent expérimentales. Le groupe *Appui aux organisations paysannes* propose quatre thèmes d'étude. En voici une présentation rapide.

Quelle formation pour les responsables paysans ?

Prendre des responsabilités, représenter un groupe, être à l'écoute de ses membres, mener des négociation, cela ne s'improvise pas. D'autant que les décisions prises au niveau local comme au niveau national sont de plus en plus liées à des éléments internationaux qu'il n'est pas toujours facile de maîtriser. De plus, dès qu'une organisation atteint une taille régionale ou nationale, elle est sollicitée pour s'engager dans le développement rural.

Les formations habituelles – les formations « en salle » – sont-elles adaptées à la transmission d'un savoir-faire de la responsabilité ? Y a-t-il d'autres moyens ? Les échanges paysans et les voyages d'études contribuent-ils à augmenter les compétences ? Comment assurer une bonne adaptation des formations aux besoins des responsables paysans ? Qui peut assurer cette formation ?

Où trouver des ressources ?

Sur quels types de ressources propres une organisation paysanne peut-elle compter ? Comment financer le fonctionnement régulier de l'organisation (assemblées générales, information interne) pour assurer son autonomie ? Comment combiner ressources propres et apports extérieurs pour garantir l'indépendance de l'organisation ?

Comment faire circuler l'information ?

Une organisation solide implique que ses membres en partagent les valeurs et les objectifs essentiels. Pour des organisations comptant plusieurs milliers d'adhérents, ce n'est pas facile. Comment s'y prendre pour mieux faire circuler l'information au sein d'une organisation ?

La force d'une organisation, c'est aussi la clarté de son message, qu'il soit destiné à un large public ou à un partenaire dans une négociation. Quelle image de l'organisation faut-il présenter à l'extérieur ? Doit-t-elle être la même, quelque soit le destinataire, – administration, paysan, bailleur de fonds ?

Comment savoir si ce qu'on fait est utile ?

L'appui aux organisations paysannes implique des activités variées : visites, réunions, échanges, formations, etc. Quels critères utiliser pour savoir si ce que l'on fait est utile ? Comment évaluer ces activités, leur impact et leur efficacité ? Peut-on évaluer les échanges paysans comme on évalue la construction de puits ou la productivité d'une semence améliorée ?

Chaque membre de l'Inter-Réseaux ayant des activités avec des organisations paysannes (animateurs, responsable paysan…) peut participer aux activités de ce groupe. Il peut le faire en envoyant des informations (note, rapport, lettre, témoignage) sur un des thèmes proposé ; en réunissant quelques personnes dans son entourage sur ces sujets, en participant à des réunions ou en réagissant aux documents qui vont être rédigés sur chacune de ces questions.

L'ensemble des informations recueillies sera publié et largement diffusé par l'Inter-Réseaux.

Denis Pesche

D. Wermeire. Inra

L'alphabétisation, priorité des groupes de travail

A propos de l'avenir de l'Inter-Réseaux, il me semble indispensable d'inclure comme thème prioritaire des groupes de travail « l'alphabétisation pour le développement ». Ce type d'alphabétisation vise à stimuler l'initiative de l'homme et sa participation active au processus de développement susceptible d'apporter un changement qualitatif à son environnement. C'est à ce prix là qu'on peut mettre à la disposition des structures de base du Sud qui œuvrent pour le développement local de nouvelles compétences au service des populations.

Adama Séméga Saed, DPRD, BP 10, Bakel, Sénégal.

Avoir un œil critique sur la gestion des fonds de coopération

Destinataire de la revue *Grain de sel*, je tiens, tout d'abord, à féliciter la rédaction pour cette initiative et la variété des informations fournies [...]. Je salue votre initiative d'un abonnement payant pour la revue et d'une cotisation pour l'Inter-Réseaux : il n'y a pas de raison qu'on s'en remette toujours à des fonds publics pour obtenir des informations professionnelles [...]. Que *Grain de sel* jette un œil plus critique sur la gestion des fonds de coopération, qu'ils soient d'origine publique ou privée. Le fait d'être une organisation gouvernementale, une ONG, qu'elle soit du Nord ou du Sud, ou une organisation paysanne, n'est pas forcément synonyme de rationalité ou même d'honnêteté. Il y a dans ce milieu autant de profiteurs que dans d'autres branches d'activités. Alors oui, il faut parler des initiatives positives et constructives. Mais il faut aussi parler des travers techniques et des abus financiers qui portent tort à l'ensemble de la profession du développement.

Peter Schimann, Project Panning & implementation, BP 18, 47140 Penne d'Agenais, France.

Les radios locales réveillent les campagnes

Je ne sais pas, parmi les six groupes de travail de l'Inter-Réseaux, quel est celui qui s'occupe du problème de la communication en milieu rural. De toutes façons, il est intéressant de tenir compte, au cours des débats sur le développement du monde rural, du rôle que jouent les radios rurales régionales et les radios locales pour certaines zones rurales en Afrique [...]

En Guinée, depuis l'installation des radios rurales locales en 1995, l'impact s'est traduit par le réveil des campagnes. Un paysan du Fouta Djallon disait : « *J'aime écouter la radio rurale puisqu'elle parle de mon village, de mon champ et de mes animaux.* »

Les radios locales fonctionnent sous la responsabilité des populations (elles s'occupent de la programmation et du financement). N'est-ce pas là une autre manière d'impliquer la population au processus de développement ?

Chérif Dialllo, chef de station de la radio rurale locale de Mamou, BP 12, Mamou, Guinée.

L'Inter-Réseaux se limite aux agents de développement

Je regrette que le groupe des membres du Tchad qui compte plus d'une centaine de personnes, manque de dynamisme et rate les grandes occasions de l'Inter-Réseaux. Je souhaite que l'équipe de l'Inter-Réseaux nous aiguillonne de temps en temps et nous aide à constituer à l'intérieur du pays une plate-forme informelle d'échange afin de nous aider à décloisonner des compétences balkanisées.

Je remarque également – et c'est dommage – que l'Inter-Réseaux demeure jusque là un instrument aux seules mains des agents de développement. Les milliers de paysans tchadiens qui savent lire et écrire restent exclus à cet accès de développement.

Nadjaldongar Kiadoumadje, consultant indépendant, BP 1105, Ndjaména, Tchad.

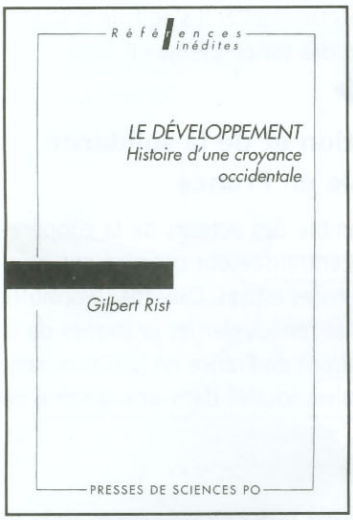
Les organisations de producteurs ne se connaissent pas

Concernant mon groupe de travail sur les pratiques d'appui et de financement des organisations de producteurs, j'avance les propos suivants : dans notre arrondissement comprenant 29 villages, les organisations de producteurs ne se reconnaissent pas. Elles n'ont aucune idée de regroupement en forme d'union ou de fédération. Aucune d'elle n'est reconnue officiellement [...] Rares sont celles qui peuvent envoyer un responsable pour un stage ou une formation ailleurs. Pour moi, le premier travail à faire (premier appui), c'est de les faire se reconnaître, de leur dire de lutter ensemble par des regroupements par deux à quatre villages. Pour certaines associations, le problème, c'est la mauvaise gestion des ressources. Beaucoup de nos paysans n'ont jamais fait de stage pour gérer une petite entreprise ou une association. A mon avis, pour favoriser l'autonomie des organisations de producteurs, il faut que les élus (responsables) des organisations fassent des stages de formation pour la gestion de leurs ressources ; aussi, il faudrait que ces associations cherchent à se regrouper (union, fédération) afin de mériter un financement.

Julien Keita, Niamakoro, IEF Bamako VII, BP E 2056, Mali.

Le développement Histoire d'une croyance occidentale

Gilbert Rist



C'est à une vigoureuse et rigoureuse remise en cause de la notion de développement à laquelle procède ce livre. Qu'est-ce que le développement sinon une notion occidentale qui remonte à Aristote et dont l'Occident « *a fait sa religion* » en l'imposant au monde, demande l'auteur, universitaire genevois. A ses yeux, c'est avant tout un « *processus tout entier tourné vers la production du maximum plutôt que de l'optimum car il ne peut exister qu'en se propageant ou en se généralisant...* ». Mais la mondialisation sonne la mort d'un mythe, celui du développement pour tous, mythe qui n'existe plus qu'à l'état « *virtuel* » comme « *une étoile morte dont on perçoit encore la lumière, même si elle s'est éteinte depuis longtemps, et pour toujours* », affirme Gilbert Rist au terme d'une brillante démonstration.

Presses de sciences po, 1996, 426 p., 80 FF.

Paysanneries et recompositions de campagnes en Imerina (Madagascar)

Hervé Rakoto Ramiarantsoa

A partir de sa double formation de pédologue et de géographe et de sa connaissance intime des hauts plateaux malgaches, l'auteur nous fait comprendre l'histoire rurale de trois petits « pays » situés à faible distance de la capitale, Tananarive.

Le paysage de ces hautes terres tropicales s'articule sur deux unités : la colline à la pellicule de sols fragiles (la *chair de la terre*) et le bas-fond rizicole organisé autour de l'eau (*l'œil de l'eau*). Les paysans cherchent à valoriser leurs campagnes, inventant après la crise des années quatre-vingt des solutions nouvelles (eucalyptus, ananas, élevage laitier).

Cet ouvrage, qui a reçu le prix Tropiques de la Caisse française de développement, montre bien que le développement rural ne peut réussir en dehors de ces multiples dynamiques locales qui prennent en compte les héritages historiques, les permanences écologiques et les changements sociaux.

Éditions de l'Orstom, Paris, 1997.

Le sous-développement

Sylvie Brunel

Le sous-développement n'existe que par rapport au développement. D'emblée, l'auteur, Sylvie Brunel, pose les jalons du débat dont elle donne avec une grande limpidité tous les outils dans les 126 pages de la collection.

Un livre qui peut se lire en introduction ou en complément à l'*Histoire du développement* de Gilbert Rist.

Presses Universitaires de France, collection Que sais-je ?, décembre 1996.

Mondialisation et développement, des enjeux contradictoires ?

Ciedel (Centre international d'études pour le développement local)

Les actes du colloque du 6 et 7 juin 1996 à Lyon sont publiés dans le n° 34-35 de décembre 1996 de la revue *Histoires de développement.*

Ce numéro « *marque la fin d'une étape dans la vie* » de la revue qui suspend sa parution car le nombre d'abonnés n'est pas « *suffisant pour nous permettre d'envisager la continuation d'une parution régulière [...] Une alliance avec d'autres diffuseurs d'informations et de réflexions sur les thèmes traités par* Histoires de développement *est à l'étude. Elle nous permettra de toucher un public plus large, avec un contenu plus diversifié* », annonce le Ciedel qui précise que le service de diffusion est maintenu pour les lecteurs qui désirent commander les dossiers précédemment publiés.

Histoires de développement, *Lyon, décembre 1996, 120 p.,120 FF*
Diffusion : Ciedel, université catholique de Lyon, 30 rue Sainte-Hélène, 69002 Lyon. Tél 04 78 37 83 24. Fax 04 72 41 99 88.

Ville et nature dans les agglomérations d'Afrique et d'Asie

Pierre-Marie Tricaud

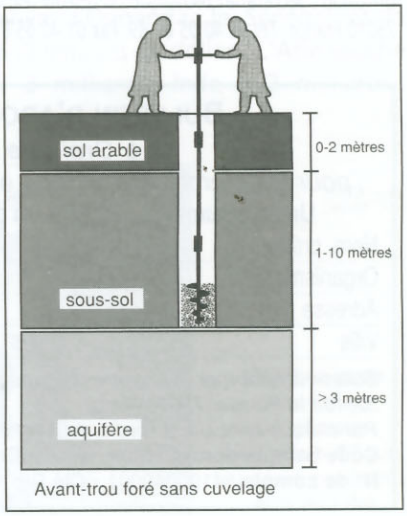
Réalisée par le Gret (Groupe de recherches et d'échanges technologiques), cette étude préconise une mutation des rapports entre la ville et la nature et milite pour une politique globale des espaces naturels urbains. Parmi les propositions, l'auteur, Pierre-Marie Tricaud, agronome, propose des solutions pour « *verdir à faible coût grâce à l'agriculture urbaine* ». Il défend la « *dynamique ville-nature* » et propose en fait une alternative viable au « *tout urbain* ».

Éditions du Gret, collection Etudes et travaux, 1996, 103 p, 75 FF.
Diffusion : Gret, 211-213, rue La Fayette, 75010 Paris. Tél 01 40 05 61 61. Fax 01 40 05 61 10.

Les forages à faibles coûts, techniques et procédés

Etienne Lefort, Jean Marchal

Comme son titre l'indique, ce manuel explique des techniques de forage conçues à partir de matériels simples et qui permettent d'obtenir un ouvrage de captage d'eau à un prix modéré. Les systèmes de forages ainsi décrits permettent de multiplier les points d'eau de façon fiable et peu onéreuse. Ils peuvent être réalisés par de petites entreprises locales avec des matières premières et des équipements locaux, est-il assuré dans le texte de présentation.

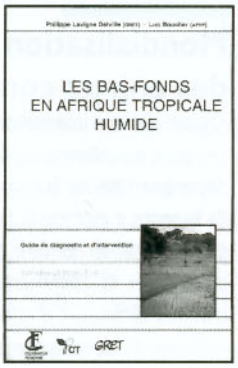


Avant-trou foré sans cuvelage

Éditions du Gret (collection Etudes et travaux), ministère de la Coopération, Centre technique de coopération agricole et rurale, novembre 1996, 95 p., 80 FF.

PUBLICATIONS

Les bas-fonds en Afrique tropicale humide

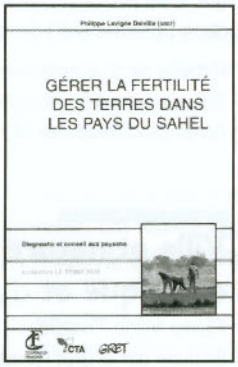


Guide de diagnostic et d'intervention

Philippe Lavigne Delville et Luc Boucher

Collection Le point sur, *ministère français de la Coopération et Gret.*
(Groupe de recherche et d'échanges technologiques) avec le CTA *(Centre technique de coopération agricole et rurale), Paris, 1996, 415 p., 187 FF.*

Gérer la fertilité des terres dans les pays du Sahel



Diagnostic et conseil aux paysans

Philippe Lavigne Delville
L'objet de ce manuel est de mettre à la disposition des techniciens de terrain, un outil pour intervenir sur la fertilité des sols.

Collection Le point sur, *ministère de la Coopération*

Démarches de professionnalisation de l'agriculture

Le compte rendu du séminaire de Cotonou (Bénin) qui s'est réuni sur ce thème du 4 au 7 juin 1996 est publié par le ministère français de la Coopération où il peut être commandé.

Diffusion : ministère de la Coopération, département de l'information et de la communication, 20, rue Monsieur, 75700 Paris 07 SP. Tél 01 53 69 38 67.

Annuaire des membres du Réseau technologie et partenariat en agriculture

L'édition 1996 comprend la liste de 1700 membres qui s'intéressent à la transformation des produits agricoles tropicaux.

Diffusion : Secrétariat technique du réseau TPA, *c/o Gret, 211-213, rue Lafayette, 75010 France. Tél 01 40 05 61 69. Fax 01 40 05 6110.*

BULLETIN D'ABONNEMENT
à *Grain de Sel*
pour les membres d'Europe et d'Amérique du Nord
Un an 4 numéros : 80 FF + un dossier Inter-Réseaux

Nom, prénom
Organisme
Adresse
Ville Pays

Bulletin à retourner avec votre règlement à **ADEPRINA**/*Inter-Réseaux 32, rue le Peletier, 75009 Paris.*
Par chèque bancaire à l'ordre de **ADEPRINA**, *ou par virement :*
Code banque domiciliation 18206 • **Code guichet** 00141
N° de compte 14190040001 • **Clé Rib** 19 • CRCA PARIS GOBELINS

AGENDA

Conférence à Dakar sur l'enseignement supérieur en Afrique

C'est le thème d'une conférence régionale de l'Unesco qui rassemblera à Dakar, le 31 mars prochain, des spécialistes des universités africaines et de la formation professionnelle. Il s'agit de préparer la conférence mondiale qui se tiendra sur ce thème en 1998.

Assises de la coopération et de la solidarité internationale en France

Cinq réseaux représentant l'ensemble des acteurs de la coopération non gouvernementale et décentralisée ont proposé aux pouvoirs publics français la tenue de telles assises. Objectif : f,ormuler « *des propositions pour adapter et renouveler les pratiques de la coopération* ». Ces assises se tiendront en France en juin prochain. Elles seront préparées par des assises locales dans une dizaine de régions françaises.

Transport en Afrique subsaharienne

L'économie des transports au service du développement en Afrique subsaharienne, c'est le thème de la prochaine université d'été du SITRASS (Solidarité internationale sur les transports et la recherche en Afrique subsaharienne). Elle se tiendra à Lyon du 30 juin au 25 juillet.

Contact : Amakoé P. Adoléhoumé, Laboratoire d'économie. Tél 04 72 72 64 03. Fax 04 72 72 64 48.

« Europe-Afrique : un nouveau regard sur la coopération »

L'association *Perspectives contact* de l'Institut de traducteurs, d'interprètes et de relations internationales avec le Parlement Européen organise un séminaire sur ce thème qui doit se tenir dans le courant de 1997. Cette rencontre vise « *à réunir des universitaires, des praticiens du développement et des parlementaires européens afin de réfléchir sur de nouvelles voies possibles de la coopération entre l'Europe et l'Afrique* ». Le séminaire doit étudier en particulier la coopération décentralisée et la coopération interrégionale.

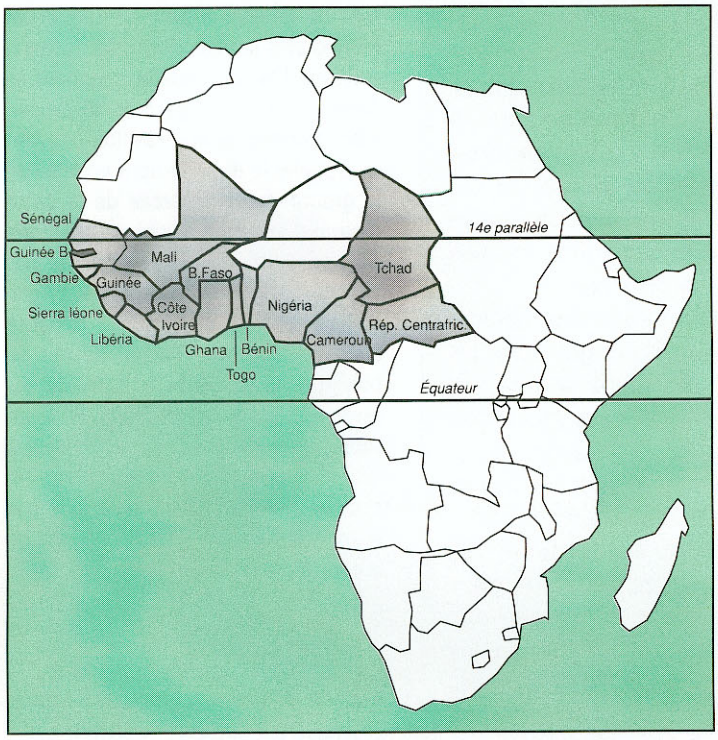
Contact : Association Perspectives contact, 22 b rue Descartes, 67084 Strasbourg cedex. Tél 03 88 41 74 80. Fax 03 88 41 74 83.

La fertilité des sols en Afrique

Le Centre international pour la gestion et la fertilité des sols (IFDC-Afrique) et la Banque mondiale organisent un atelier international sur la fertilité des sols à Lomé (Togo) du 22 au 25 avril.
Il s'agit d'examiner « *l'élaboration de stratégies nationales pour la recapitalisation de la fertilité des sols en Afrique subsaharienne, incluant l'utilisation des phosphates naturels et autres amendements* ».

*Inscriptions par fax au directeur de l'*IFDC-*Afrique à Lomé : (228) 21 78 17.*

Diminution des pluies en Afrique tropicale



« *Afrique tropicale : la sécheresse gagne du terrain* », affirme l'Orstom (Institut français de recherche scientifique pour le développement en coopération) qui conduit le programme Iccare (Identification et conséquences d'une variabilité du climat en Afrique de l'Ouest non sahélienne), composante du Programme hydrologique international. Cette étude a été menée dans seize pays au sud du 14e parallèle, du Sénégal à la République centrafricaine, du Mali au Cameroun.

Selon l'Orstom, l'analyse des données sur la période allant de 1950 à 1989 montre que « *la baisse des précipitations amorcée dès la fin des années soixante, en phase avec ce qui a été observé au Sahel, s'est intensifiée au cours des années quatre-vingts* ». Elle atteint en moyenne 20 % et parfois 25 %, notamment sur la côte atlantique ou dans le Nord, « *confirmant ainsi que l'Afrique humide subit, elle aussi, un important déficit pluviométrique.* »
« *Bien que l'on ait pas à redouter des pénuries totales d'eau dans cette partie de l'Afrique où les précipitations demeurent abondantes en valeur absolue, l'agriculture, l'alimentation en eau potable ou encore la production hydroélectrique, pourraient à l'avenir souffrir de cette diminution des ressources en eau* », affirme l'Orstom.

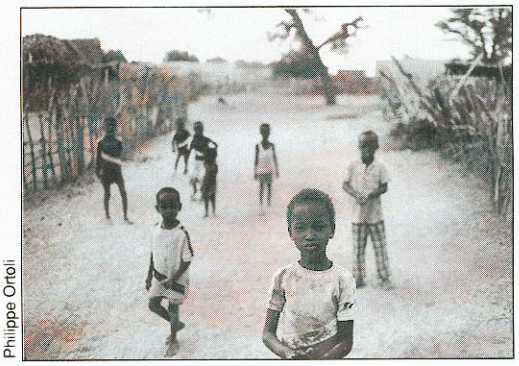
Le programme Iccare doit se poursuivre avec l'étude de la modification des régimes des cours d'eau liée à la baisse de la pluviométrie et les conséquences de la diminution des ressources en eau sur les systèmes d'eau aménagés.

Se vacciner à la banane

Étudié conjointement par les Français et les Américains, le vaccin à la banane n'est plus du domaine de la science fiction.Demain en effet, on pourra, en se régalant d'une banane, se vacciner contre l'hépatite B. Cette nouvelle technique de vaccins « comestibles » consiste à introduire dans les cellules d'une plante les gènes responsables de la protection d'antigènes protecteurs.
Une fois absorbé par le système immunitaire de la personne, la plante, en l'espèce, la banane produira des anticorps pour protéger du virus de l'hépatite B. D'autres supports végétaux, à condition qu'on puisse les consommer crus, sont actuellement à l'étude pour devenir d'éventuels véhicules de ces vaccins nouvelles manières. *Agence RFI-MFI*

Les pays riches moins généreux

Avec 59 milliards de dollars en 1995, l'aide au développement fournie par les pays riches a reculé de 9 % par rapport en 1994, indique l'OCDE (Organisation de coopération et de développement) dans son rapport annuel rendu public le 5 février. En chiffres absolus, les Etats-Unis affichent le recul le plus important (7,3 milliards contre 9,9 milliards, soit une diminution du quart de l'aide). En chiffres relatifs, l'Italie a réduit de moitié son aide (1,6 milliards contre 2,7). Le Japon, le plus gros donateur, a au contraire augmenté sa participation qui est passée de 13,2 milliards en 1994 à 14,4 milliards en 1995. Celle de la France diminue légèrement, passant de 8,466 à 8,443 milliards. Mais, compte tenu de l'inflation, la diminution réelle atteint 12 %.
Quatre pays seulement respectent l'objectif de l'ONU qui avait fixé à 0,7 % du PNB la part de l'aide des pays riches aux pays en développement : le Danemark, la Norvège, les Pays-Bas et la Suède. La France arrive en cinquième position avec 0,55 % de son PNB. Les Etats-Unis arrivent bons derniers avec 0,10 % de leur PNB.
40 % de l'Aide publique au développement va en Afrique. L'Egypte reçoit 2 milliards à elle seule, devant l'Ethiopie, le Mozambique, la Tanzanie (1 milliard). Le Cameroun, le Côte d'Ivoire, le Ghana, le Kenya, l'Ouganda, le Sénégal et la Zambie reçoivent plus de 500 millions de dollars. L'Asie touche 30 % de l'aide (Chine : 3 milliards, Inde : 2 milliards), l'Amérique latine, 10 %.



Philippe Ortoli

L'Afrique reste le premier bénéficiaire de l'aide publique au développement : 40% du total

Le « consommez sénégalais » ne se décrète pas

« Ni l'exaltation de la fibre patriotique ni un décret n'amèneront les Sénégalais à consommer local », regrette le quotidien sénégalais *Le Matin* dans son édition du 9 janvier en analysant les maux du village artisanal de la 12e Foire de Dakar. « Comme tous les peuples du monde, écrit le quotidien, ils pensent d'abord à leur portefeuille. Il faut donc jouer sur la coupe ; Ils consommeront le riz de Taïwan, du Pakistan aussi longtemps que ce sera moins cher que le riz de la Vallée, faisant comme les Américains qui préfèrent les voitures japonaises à celles de leur pays, ces dernières étant plus chères. »

Le Matin • Sénégal.

Le sursaut de l'Afrique

Dans son supplément Économie daté du 7 janvier, le quotidien français *Le Monde* consacre un dossier de trois pages à ce qu'il appelle « le sursaut de l'Afrique ». « Les bons chiffres de 1996, aussi fragiles soient-ils, confirment le sentiment diffus d'une Afrique noire en train de sortir de l'ornière », affirme *Le Monde*. « En 1996, pour la première fois depuis une dizaine d'années, la croissance économique de l'Afrique subsaharienne a été de l'ordre de 5 %, supérieure donc à l'augmentation de la population. Pour les prochaines années, les tendances sont 'prometteuses', assure le FMI qui prévoit une nette baisse de l'inflation (en moyenne, elle n'aurait pas dépassé 20 % en 1996, soit 10 points de moins que l'année précédente). » Mais le quotidien du soir ajoute : « A l'heure où les pays riches réduisent leur aide au tiers-monde, c'est d'investissements privés que l'Afrique a besoin pour améliorer, enfin, les conditions de vie de ses habitants. Pour l'heure, la restauration des économies est trop récente, trop fragile, pour faire reculer la pauvreté. »

Le Monde • France.

Attention aux « pilules qui donnent la force »

En Afrique de l'Ouest, « la dévaluation du franc CFA, en 1995, s'est accompagnée d'une floraison de 'pharmacie gazon' et autres 'pharmacie tablier' où l'on vend à l'unité, et sans conditionnement, des médicaments dont nul ne connaît réellement la provenance. On y a vu l'importation de médicaments passer de 30 à 80 % ces dernières années », écrit le mensuel *Croissance* daté de février dans une enquête très fouillée consacrée aux « trafics sur ordonnance ».

« Ainsi, au Niger, au Mali, on parle des médicaments 'Nigéria', car d'une manière générale, les différentes 'médecines' semblent arriver du grand voisin. Explication : ce pays avait une industrie pharmaceutique florissante, mais aujourd'hui en pleine déliquescence, beaucoup de ses cadres et employés se seraient reconvertis, crise aidant, dans le trafic ou la fabrication de produits contrefaits ou frelatés. Dans des pays d'Afrique où seuls 5 % de la population peuvent prétendre, grâce à leurs moyens, obtenir de vrais médicaments, la demande des 95 % restant est une formidable aubaine. C'est ainsi que l'on retrouve, au fin fond du Sahel, des 'pilules qui donnent la force aux paysans' et qui sont en fait de dangereuses amphétamines parfois fabriquées en Chine ou au Pakistan.

« Pour essayer d'obtenir des chiffres fiables sur ces différents trafics, des chercheurs de l'association Remed ont lancé une grande enquête sur la qualité du médicament dans trois pays d'Afrique. [...] La conclusion du rapport donne le frisson : 15 % des médicaments utilisés en Afrique ne seraient pas conformes aux normes en vigueur.

« L'utilisation de médicaments génériques, encouragée dans le tiers-monde par l'initiative de Bamako, peut aussi donner lieu à des manipulations. Dépourvus d'argent, les Etats les plus pauvres, plutôt que de s'approvisionner en vrais médicaments génériques, comme ceux qui sont conditionnés en Occident aux normes hospitalières, préfèrent acheter des lots en Asie sans avoir ensuite la possibilité de vérifier la réalité des principes actifs de ces médicaments. Ailleurs, on assiste également à un détournement de médicaments donnés à titre humanitaire et qui s'avèrent périmés ou inadaptés, et qui n'en sont pas moins revendus. »

Croissance • France.

Bois de chauffe ou forêt, il faut choisir

Le commerce de bois de chauffe « qui existe depuis belle lurette et fait vivre tant de familles a pour conséquences immédiates la disparition des forêts », souligne l'hebdomadaire congolais *Le Temps* dans son numéro du 30 janvier. « Bon nombre de Brazzavillois peuvent se rappeler le déboisement en 1990 de la grande forêt naturelle de la patte d'oie qui se situait à coté de l'ex-stade de la révolution. » Le journal cite des statistiques du ministère de l'Agriculture selon lesquelles « la dépense d'un ménage pour l'achat de feu de bois représente 20 % à 30 % de ses revenus, soit plus de 7000 FCFA en valeur réelle. [...] Les centres urbains, à savoir : Brazzaville, Pointe-Noire, Dolisie et Nkayi, consomment à eux seuls près de 75 % des 500000 m³ de bois énergie produits dans le pays. »

Le Temps • Congo.

Bananeraies : danger

« Durant des années, des substances chimiques dangereuses pour l'homme ont été utilisées dans les bananeraies » du Costa Rica, provoquant la stérilité de milliers d'ouvriers agricoles, affirme *La Nation*, quotidien costaricain cité par *Le Courrier International* du 20 février. « Il y a vingt ans que les effets des produits nématicides ont commencé à se manifester chez les habitants de la côte caraïbe du Costa Rica. Cependant, il a fallu attendre le milieu des années quatre-vingts pour que cela soit rendu public, c'est à dire que plusieurs milliers de cas aient été détectés », souligne le quotidien qui cite le microbiologiste Carlos Martinez qui fut, avec sa femme, le premier à révéler cette affaire : « La tragédie du Némagon a mis en évidence une réalité nationale : le Costa Rica est un pays dont l'agriculture utilise beaucoup de produits chimiques. A ses yeux, il s'agit d'un coup de semonce et il est nécessaire d'entreprendre des recherches pour trouver des produits de substitution aux substances chimiques utilisées dans l'agriculture. »

La Nation • Costa-Rica.